Banque européenne d'investissement

La banque de l'UE

# Rapport annuel de la FEMIP 2012

# Table des matières


**2** Message du vice-président

**4** Vue d'ensemble
- **6** Une réponse ciblée pour une région en mutation
- **8** En bref : la BEI-FEMIP en 2012
- **10** Défis macroéconomiques et perspectives
- **14** Feuille de route pour 2013
- **16** Les mécanismes de financement de la BEI-FEMIP

**18** La BEI-FEMIP de 2002 à 2012
- **18** Investissements par secteur et par région
- **19** Appui au secteur privé : une action centrée sur les prises de participation et la microfinance
- **22** La BEI-FEMIP accélératrice de croissance pour l'emploi (chiffres clés 2002-2012)

**24** L'activité en 2012
- **25** Un forum pour les décideurs, les entrepreneurs et la société civile
- **28** Le Fonds fiduciaire de la FEMIP ou comment accroître la valeur ajoutée opérationnelle
- **30** Optimiser les synergies grâce aux partenariats

**37** Impact sur le développement
- **38** Impact de la BEI-FEMIP sur le développement socio-économique
- **39** Des résultats mesurés pour mieux cibler l'impact de l'activité

**43** Projets et secteurs d'investissement

**56** Organisation et personnel
- **57** L'équipe BEI-FEMIP
- **58** Le programme de stages : un tremplin pour les jeunes talents méditerranéens

**60** Annexes
- **61** Liste des opérations signées entre le 1er octobre 2012 et le 31 décembre 2012
- **66** Liste des opérations approuvées au titre du Fonds d'assistance technique de la BEI-FEMIP à fin décembre 2012
- **70** Liste des opérations approuvées au titre du Fonds fiduciaire de la FEMIP
- **72** Glossaire des termes, acronymes et abréviations


La Banque européenne d'investissement (BEI) est l'institution de financement à long terme de l'Union européenne. Ses actionnaires sont les 27 États membres de l'Union européenne (UE).

À l'extérieur de l'UE, la Banque soutient des projets contribuant au développement économique des pays qui ont signé un accord d'association ou de coopération avec l'UE.

# Message
# du vice-président

Dix ans après la création de la Facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat (FEMIP) et deux ans après le printemps arabe, la BEI-FEMIP s'attache à accompagner les changements à l'œuvre dans les pays partenaires méditerranéens, avec pour objectif de mieux relever le double défi du développement économique et de la cohésion sociale dans la région, tout en favorisant la convergence sur le long terme.

Pour ce faire, la BEI-FEMIP a été renforcée à la fin de 2011 par l'Union européenne et dispose désormais d'un mandat consolidé visant à promouvoir le développement du secteur privé, les infrastructures économiques et sociales, l'action pour le climat et l'intégration régionale. Elle a ainsi pu rester le premier investisseur dans la région et continuer à financer des projets qui contribuent à l'édification d'un meilleur avenir.

La BEI-FEMIP a adapté son activité et financé des opérations favorisant la cohésion sociale dans des secteurs comme le logement social, le développement local, l'agriculture, les infrastructures rurales et la microfinance, tout en appuyant l'innovation, les énergies renouvelables, l'accès aux financements et le développement industriel. Les fonds octroyés par la Commission européenne (CE) et par les États membres au titre des opérations de capital-risque et d'assistance technique se sont avérés essentiels pour soutenir le secteur privé et en particulier la croissance des PME.

La BEI-FEMIP a conclu de nouveaux partenariats pour la région et utilisé tous les instruments à sa disposition pour financer les priorités socio-économiques des pays afin d'accroître l'impact de son action sur l'économie réelle dans les pays partenaires méditerranéens. Cela s'est traduit par un niveau de décaissement élevé et constant ces dernières années, avec un

# 2012 : une action à l'appui du changement

chiffre record pour 2012, la BEI-FEMIP ayant décaissé 1,5 milliard d'EUR à l'appui de projets dans la région.

Tous ces éléments sont présentés dans le rapport annuel 2012 de la BEI-FEMIP, qui fait le point sur l'action de cette dernière dans la région au lendemain du printemps arabe. Le rapport présente l'engagement de l'assemblée ministérielle ECOFIN-FEMIP pour une BEI-FEMIP renouvelée qui interviendrait davantage sur le plan de l'assistance technique et continuerait de renforcer les capacités institutionnelles dans les pays partenaires méditerranéens.

L'année 2013 s'annonce cruciale pour la BEI-FEMIP, car placée sous le signe de l'intensification de l'action à l'appui des priorités socio-économiques dans la région. Elle sera également marquée par une nouvelle amélioration de la valeur ajoutée des interventions de la BEI-FEMIP, ainsi que de leur impact en matière de développement. Enfin, et surtout, 2013 sera l'année au cours de laquelle la BEI-FEMIP va renforcer sa coordination avec la Commission européenne pour préparer son futur mandat dans la région ainsi que la mise à disposition de fonds destinés à la microfinance, au capital-risque et à l'assistance technique – une solution de financement complète permettant d'accompagner le changement et de construire un avenir meilleur pour les générations futures.

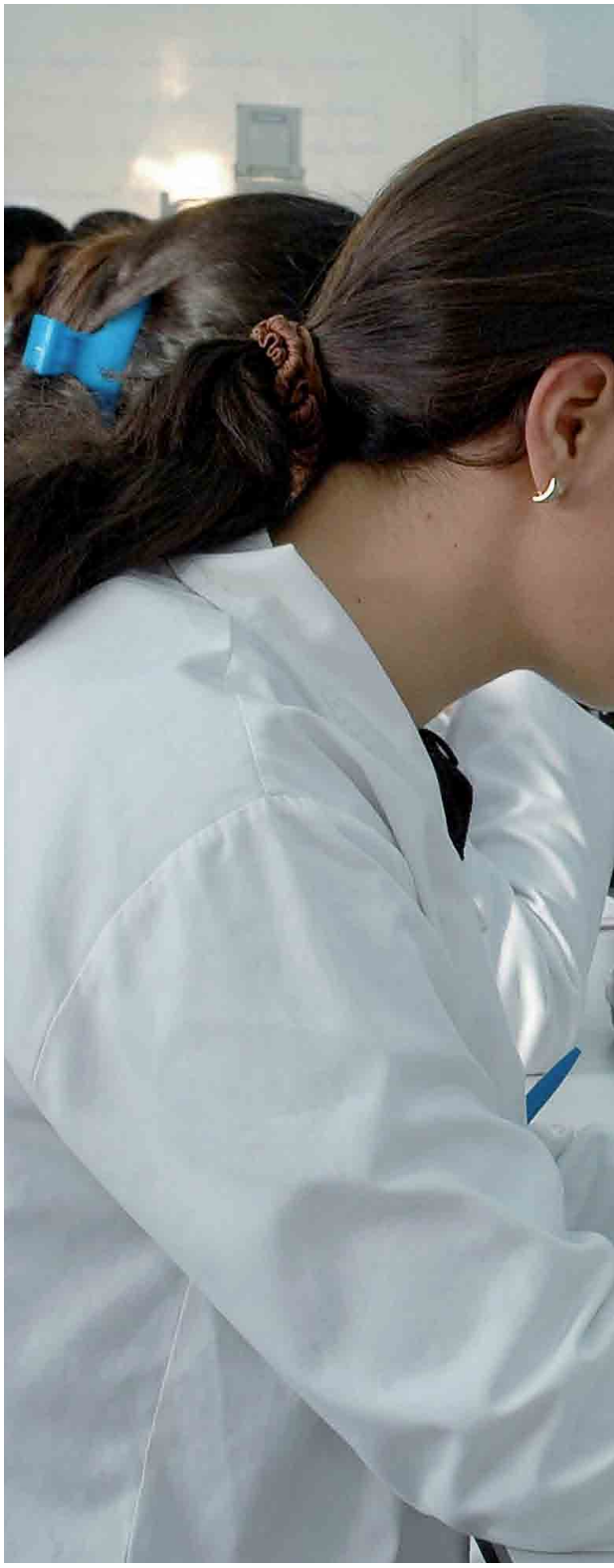
Philippe de Fontaine Vive

La Banque européenne d'investissement (BEI) est l'institution de financement à long terme de l'Union européenne. Ses actionnaires sont les 27 États membres de l'Union européenne (UE).

À l'extérieur de l'UE, la Banque soutient des projets contribuant au développement économique des pays qui ont signé un accord d'association ou de coopération avec l'UE.

## Les pays partenaires méditerranéens sont les suivants :

- Algérie
- Égypte
- Gaza-Cisjordanie
- Israël
- Jordanie
- Liban
- Maroc
- Syrie[1]
- Tunisie
- Libye[2]



[1] À la suite des sanctions prises par l'UE en novembre 2011, la BEI a suspendu tous les décaissements et les contrats d'assistance technique relatifs aux projets avec l'État syrien.
[2] La Libye deviendra un pays bénéficiaire de la BEI-FEMIP une fois qu'un accord-cadre sera signé entre le pays et la Banque.

# Vue d’ensemble

2012:

# Une réponse ciblée pour une région en mutation

En 2012, la BEI-FEMIP a apporté un soutien renforcé et ciblé à la région tout en tenant compte des nouvelles priorités dans les pays partenaires méditerranéens (PPM). Elle est en particulier intervenue à l'appui des pays engagés dans la transition démocratique, conformément à l'examen à mi-parcours du mandat extérieur de la Banque et à la nouvelle politique de développement de l'UE intitulée « Programme pour le changement ».

Une attention particulière a été accordée aux projets contribuant à la cohésion sociale et à la bonne santé de l'économie et concernant à ce titre les infrastructures économiques et sociales comme le logement social, le développement local, l'agriculture, les infrastructures rurales ainsi que l'accès aux financements. La BEI-FEMIP a par ailleurs continué de soutenir l'innovation, les énergies renouvelables, le développement du secteur privé, notamment via les ressources de capital-risque de l'UE, et le développement industriel, favorisant la création d'emplois pour les hommes et les femmes dans toute la région.

Dans le contexte actuel de la transition qui s'opère dans les pays partenaires, la BEI-FEMIP a apporté une réponse forte aux besoins des pays concernés, malgré un environnement économique difficile. La Banque a signé 24 nouveaux projets pour un montant total de 1,7 milliard d'EUR. Quinze opérations d'assistance technique (AT) ont été signées pour un total de 11,8 millions d'EUR. Les décaissements ont atteint un niveau record, à 1,5 milliard d'EUR, renforçant ainsi l'impact sur l'économie réelle des pays partenaires.

Les pays du Maghreb ont été les principaux bénéficiaires de l'action de la BEI-FEMIP en 2012. À lui seul, le Maroc a bénéficié de 1 milliard d'EUR d'investissements à l'appui de sa transformation économique. En Tunisie, dans le droit fil de l'évolution

démocratique et sociale du pays, la BEI-FEMIP a concentré son action sur l'emploi et les infrastructures urbaines et rurales intégrant une composante de cohésion sociale et la microfinance.

La BEI-FEMIP est intervenue dans des secteurs clés pour le développement économique, comme l'industrie et l'innovation tout en tenant compte des priorités locales. Elle a pu apporter une réponse concrète aux priorités économiques et sociales des autorités égyptiennes par la signature de deux investissements pour l'extension du métro du Caire et la remise en état de logements sociaux.

La coopération avec la Commission européenne a été renforcée en particulier par l'utilisation d'instruments de panachage, tandis que les activités menées conjointement avec les agences bilatérales européennes, les institutions financières internationales (IFI) et les institutions européennes de financement du développement (IEFD) ont continué de se développer. Les cofinancements ont représenté au total 63 % du volume global signé en 2012 et se sont ainsi maintenus à un niveau élevé, tout comme les années précédentes.

## Deauville : renforcement des partenariats pour la région

En 2012, les opérations de la BEI-FEMIP ont été menées dans l'esprit du partenariat de Deauville institué par le G8 dans le but d'assurer un soutien coordonné à la région au lendemain du printemps arabe. Dans le cadre du plan d'action mis en place par les banques multilatérales de développement (BMD), la BEI assure un appui à la mise en œuvre du Fonds pour la transition au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (MENA) créé par le partenariat de Deauville et elle a contribué très activement aux travaux de la plateforme de coordination des IFI également issue du partenariat.

La BEI-FEMIP a joué un rôle de chef de file dans le partenariat de Deauville en proposant des projets d' un montant de 4 millions d'EUR au titre de ce Fonds de transition. Dans les mois à venir, elle préparera de nouveaux projets à l'appui du secteur privé ainsi que des réformes sociales et économiques dans la région.

## Un groupe de travail dédié à la coopération UE-Égypte

Parallèlement à sa participation active aux groupes de travail UE-Tunisie et UE-Jordanie, en novembre 2012, la BEI-FEMIP a joué un rôle dynamique dans la première réunion du groupe de travail UE-Égypte mis en place pour apporter au pays une assistance plus rapide et plus efficace. Dans ce contexte, la BEI-FEMIP a pris la tête du mouvement de soutien des IFI à l'Égypte visant à stimuler l'investissement dans des projets concrets dans les années à venir.

## Nouvelles perspectives financières : le mandat de la BEI-FEMIP pour la période 2014-2020

En 2013, la Commission européenne et la BEI discuteront du prochain mandat extérieur pour les opérations de la Banque à l'extérieur de l'UE (2014-2020). Dans ce cadre, la BEI-FEMIP confirmera son engagement à obtenir des résultats répondant aux besoins des pays. La Banque renforcera également sa coordination avec la Commission.

Dans les années à venir, la stabilité et le développement socio-économique seront les principales priorités pour les pays partenaires. Ces derniers devront trouver les moyens de parvenir à un niveau de croissance suffisant pour répondre aux besoins d'emplois d'une population jeune et de plus en plus nombreuse. Les investissements productifs dans le secteur privé et les infrastructures représenteront dès lors des domaines d'intervention clés.

La BEI-FEMIP continuera de renforcer son savoir-faire, son expérience et ses réseaux régionaux en concertation avec ses partenaires institutionnels dans la région, la Commission européenne et le Service européen pour l'action extérieure (SEAE), ainsi qu'avec d'autres bailleurs de fonds. La BEI-FEMIP s'attachera à i) accroître la valeur ajoutée de ses opérations et leurs impacts sur le développement, ii) panacher les aides non remboursables et les prêts et iii) développer les partenariats ciblés.

# En bref :
# la BEI-FEMIP en 2012

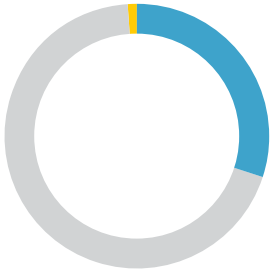
En 2012, dans un environnement économique difficile, la BEI-FEMIP a mis l'accent sur des projets stratégiques pouvant conduire à des changements visibles dans les économies locales :

- **1,7 milliard d'EUR** ont été investis par la BEI-FEMIP dans les pays partenaires méditerranéens via **24 nouvelles opérations de prêt et de capital-investissement** dans les secteurs public et privé ;
- **1 milliard d'EUR** sont allés à des projets signés au Maroc, à l'appui de la transformation économique du pays ;
- **1,5 milliard d'EUR** ont été décaissés – ce montant se situe à un **niveau exceptionnel. C'est** un indicateur concret de la réalisation effective des projets d'investissement sur le terrain ;
- **63 %** des projets ont été **cofinancés** avec des institutions financières internationales et des agences bilatérales de l'UE ;
- **11,8 millions d'EUR** ont été consacrés à **15 opérations d'assistance technique**, dont des études régionales, qui ont aidé les promoteurs dans la gestion quotidienne de leurs projets ;
- **200 nouvelles petites et moyennes entreprises (PME)** de la région ont obtenu un financement grâce aux prêts accordés par la BEI et créé plus de 1 000 emplois nouveaux ;
- **6 millions d'EUR ont été engagés sous la forme de nouvelles contributions au Fonds fiduciaire de la FEMIP** dans le contexte de sa reconstitution, qui se déroule actuellement de façon concluante ;
- **La BEI-FEMIP a fait du secteur privé une priorité** au moyen de partenariats clés. Les opérations sur capitaux à risques réalisées par la BEI-FEMIP sous la forme de prises de participation et de microfinancements reposent sur un partenariat de longue date avec l'UE. De nouveaux partenariats ont en outre été conclus avec l'Espagne pour des opérations de cofinancement d'investissements et sur capitaux à risques, avec le Luxembourg pour le développement de la microfinance et avec la Facilité arabe de financement des infrastructures (AFFI) pour la promotion des partenariats public-privé (PPP) dans la région.

## Investissements de la BEI-FEMIP en 2012

24 projets d'investissement et de capital-risque ont été signés en 2012, ainsi que 15 opérations d'assistance technique, pour un montant total de 1,7 milliard d'EUR.

Graphique 1
Signatures par région




### Répartition par région

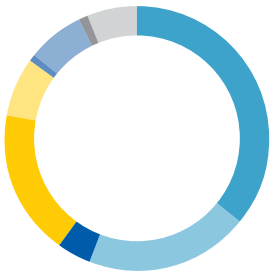
69 % du volume total ont été affectés à des projets réalisés dans le Maghreb (14 projets d'une valeur totale de 1,174 milliard d'EUR), 30 % à des projets au Proche-Orient (9 projets totalisant 504 millions d'EUR) et 1 % à des projets de portée régionale (1 projet de capital-investissement d'un montant total de 10 millions d'EUR).

Graphique 2
Répartition par pays

### Répartition par pays

Les pays du Maghreb ont été les principaux bénéficiaires de l'action de la BEI-FEMIP. Le Maroc a obtenu 1 milliard d'EUR d'investissements pour 12 opérations de prêt et de prise de participation. Deux projets ont été signés en Tunisie, pour un montant de 170 millions d'EUR. En Égypte, le montant des projets financés s'est élevé à 245 millions d'EUR, au Liban à 140 millions d'EUR, en Israël à 110 millions d'EUR et en Jordanie à 9 millions d'EUR. Un projet régional a été signé pour 10 millions d'EUR.

Graphique 3
Signatures par secteur




### Répartition par secteur

Plus de la moitié des prêts sont allés aux transports et à l'énergie, avec huit projets pour un total de 956 millions d'EUR. Quatre projets ont été signés dans le secteur industriel, pour un montant de 303 millions d'EUR. Quatre opérations de capital-investissement d'un montant total de 24 millions d'EUR et deux lignes de crédit, représentant 115 millions d'EUR, ont été signées à l'appui des PME locales. Deux projets totalisant 115 millions d'EUR ont été signés dans le domaine de l'aménagement urbain, ainsi que deux opérations dans le secteur de l'eau et de l'agriculture, pour un total de 62,5 millions d'EUR. Un projet important a été signé dans le secteur de l'innovation, pour 100 millions d'EUR.

# Défis macroéconomiques **et perspectives**

Les pays partenaires méditerranéens ont maintenu leur stabilité macroéconomique, même si les mesures prises en réponse au printemps arabe ont entamé leur matelas budgétaire et leurs réserves. Leur croissance économique est restée faible en 2012, reflétant l'atonie de l'économie mondiale, le prix élevé des produits alimentaires et des carburants et l'incertitude persistante.

## Évolution de la situation macroéconomique et financière

En 2012, la croissance du PIB a atteint en moyenne 2,7 % dans les pays partenaires méditerranéens. La plupart des économies de la région ont enregistré une croissance à peine plus élevée que l'année précédente, le contexte difficile tant au plan national qu'international ayant empêché une reprise plus vigoureuse. La persistance de la crise dans la zone euro a pesé sur la demande d'exportations, les envois de fonds des migrants et le tourisme. Le niveau élevé des prix du pétrole et des produits alimentaires a pénalisé les pays importateurs de matières premières. L'investissement privé n'a pas repris. La Tunisie s'est redressée et a enregistré une croissance de 3,6 % de son PIB. Au Maroc, une vague de sécheresse a réduit la production agricole, entraînant un recul de la croissance, de 5,0 % en 2011 à 3,0 % en 2012.

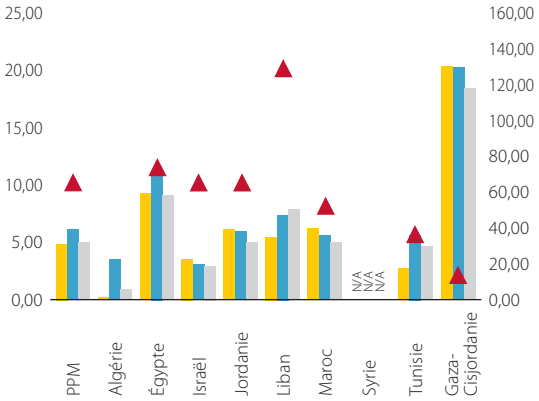
Cette section se fonde sur les informations officielles les plus récentes au moment de sa publication.

En réponse au printemps arabe, les États de la région ont accru leurs dépenses, principalement pour compenser l'augmentation des prix du pétrole et des produits alimentaires par des subventions et payer les salaires de la fonction publique. Cette politique avait entraîné un creusement des déficits budgétaires en 2011. La Jordanie, le Maroc et la Tunisie ont par la suite opéré un revirement et remplacé certaines subventions par des transferts ciblés, mais cela n'a pas empêché leur déficit de se creuser davantage en 2012.

Les balances des opérations courantes, déjà sous pression en 2011, se sont encore détériorées en 2012. La récession qui touche l'Europe a affaibli la demande pour les biens et services produits dans les pays partenaires méditerranéens. Dans

Graphique 4

Déficit budgétaire et dette publique (en % du PIB)




2011
2012
2013
▲ Dette 2012 (échelle de droite)

*Source : FMI, avril 2013.*

Notes : (1) La moyenne des pays partenaires méditerranéens est pondérée en fonction du PIB.
(2) Données concernant la dette non disponibles pour l'Algérie.

le même temps, le prix élevé des produits alimentaires et des carburants a provoqué une hausse du coût des importations. En Jordanie, au Liban et en Tunisie, les recettes du tourisme se sont redressées, sans pour autant retrouver leurs niveaux de 2010. La Jordanie et le Liban ont affiché un déficit élevé de la balance courante, de 18,1 % et 16,1 % respectivement, suivis en cela par le Maroc et la Tunisie.

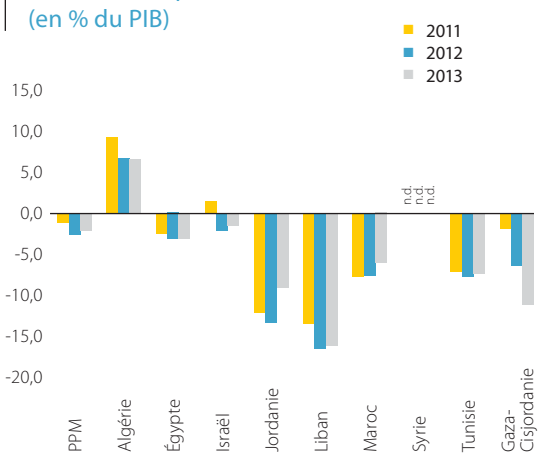
Dans les pays de la région, le secteur financier est dominé par des banques fonctionnant selon un modèle économique traditionnel. Les institutions financières non bancaires et les marchés des capitaux en sont toujours à un stade initial de développement. Les actifs du secteur bancaire restent relativement élevés par rapport au PIB, un niveau étayé par de solides encours de dépôts. Mais l'intermédiation financière est limitée, car une part importante des dépôts sert à financer la dette publique. Cette part s'est accrue au cours des dernières années, le crédit à l'État ayant augmenté plus vite que les dépôts. Dans certains pays, le crédit à l'État est même en train d'évincer le crédit au secteur privé. Les retombées de la crise de la dette souveraine qui frappe l'Europe ont principalement touché l'économie réelle par une contraction des exportations, des envois de fonds des migrants et des recettes du tourisme. Le mouvement de désendettement ne devrait avoir que des conséquences limitées car les banques européennes sont relativement peu engagées dans la région par comparaison, notamment, avec leur exposition en Europe orientale. En outre, les activités locales sont essentiellement financées au moyen des dépôts locaux.

## Les risques en perspective

Les États ont réagi aux événements du printemps arabe en augmentant les dépenses. Jusqu'à présent, les mesures prises ont eu pour effet de réduire considérablement les réserves dont ils disposaient et la consolidation budgétaire prend le pas sur les mesures de relance. Pour autant, la croissance reste faible. Face à cette situation, les gouvernements n'ont que peu de possibilités pour répondre aux nouvelles revendications des populations, ce qui pourrait s'avérer très préjudiciable à la confiance économique et au processus de réforme. Les

Graphique 5

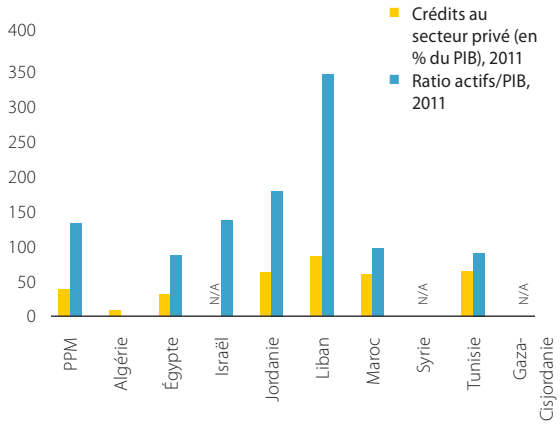
## Balance des opérations courantes (en % du PIB)




*Source :* *FMI, avril 2013.*
Note : La moyenne des pays partenaires méditerranéens est pondérée en fonction du PIB.

Graphique 7

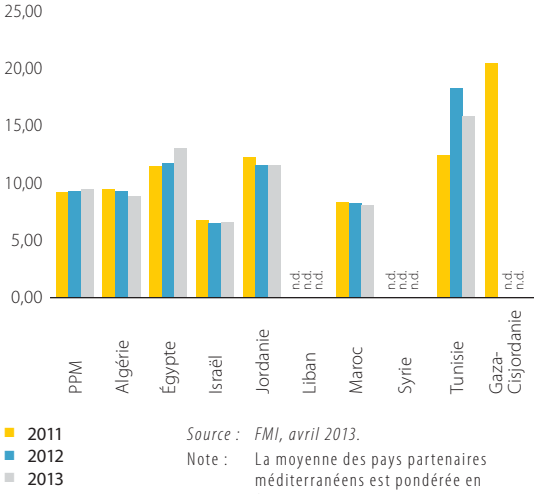
## Actifs et crédits au secteur privé (en % du PIB), 2010




*Source :* *Banque mondiale, FMI et autorités nationales.*

Graphique 6

## Taux de chômage




*Source :* *FMI, avril 2013.*
Note : La moyenne des pays partenaires méditerranéens est pondérée en fonction du PIB.

événements qui secouent la Syrie constituent une source supplémentaire d'incertitude, car ils pourraient avoir des répercussions dans les pays voisins. Les pays méditerranéens importateurs de matières premières sont toujours vulnérables à la cherté des produits alimentaires et des carburants ; leur déficit de la balance courante va donc rester élevé, voire se creuser encore sous l'effet des subventions. Une aggravation de la crise de la dette souveraine en Europe, même si elle apparaît aujourd'hui moins probable que l'année passée, risquerait de peser sur la demande d'exportations, sur les envois de fonds des migrants et sur les recettes du tourisme.

## Défis structurels

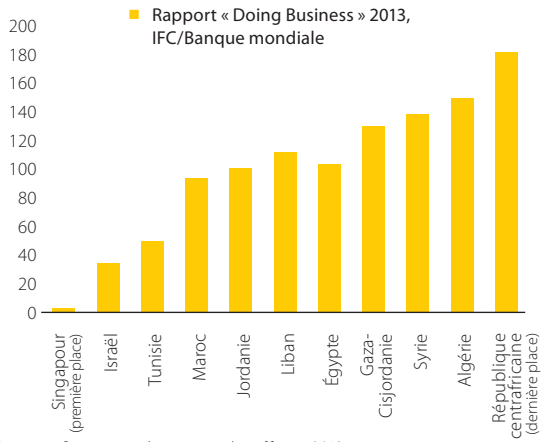
Étant donné l'évolution démographique, un grand nombre de jeunes arriveront sur le marché du travail au cours des prochaines années. Le manque de perspectives d'emploi était déjà l'une des causes du printemps arabe et il reste encore beaucoup à accomplir dans ce domaine. En 2012, le chômage est resté globalement élevé dans la région. En Tunisie, le taux de chômage a augmenté de 5,9 points de pourcentage par rapport à son niveau de 2010. La mise en œuvre de politiques d'emploi dynamiques et la perspective d'investissements à forte intensité de main-d'œuvre déjà programmés peuvent

améliorer la situation à court terme, mais la persistance du chômage indique qu'il est plutôt structurel que cyclique et qu'il appelle donc des solutions structurelles.

Pour relever le défi de l'emploi, les pays partenaires méditerranéens doivent augmenter le potentiel de croissance de leur économie. Pour cela, il faut un environnement économique propice à l'activité du secteur privé. Selon le Rapport sur la pratique des affaires de la Banque mondiale, la qualité du cadre réglementaire est inférieure à la médiane mondiale dans tous les pays sauf Israël et la Tunisie, ce qui indique que beaucoup reste à faire en la matière. Quoi qu'il en soit, le printemps arabe a contraint les gouvernements à s'attaquer à toute une série de problèmes économiques, ce qui a eu pour effet de ralentir la mise en œuvre des réformes en 2012. Sur ce plan, la plupart des pays sont ainsi moins bien classés que l'année précédente. En conclusion, bien que le contexte actuel soit difficile, il offre également une occasion unique aux États de s'attaquer aux problèmes qui ont entravé le développement du secteur privé ces dernières décennies.

Graphique 8

## Indice de facilitation des échanges commerciaux 2012 (classement des pays)




*Source : Rapport sur la pratique des affaires 2013, IFC/Banque mondiale.*

Tableau 1:

## Croissance du PIB réel en %

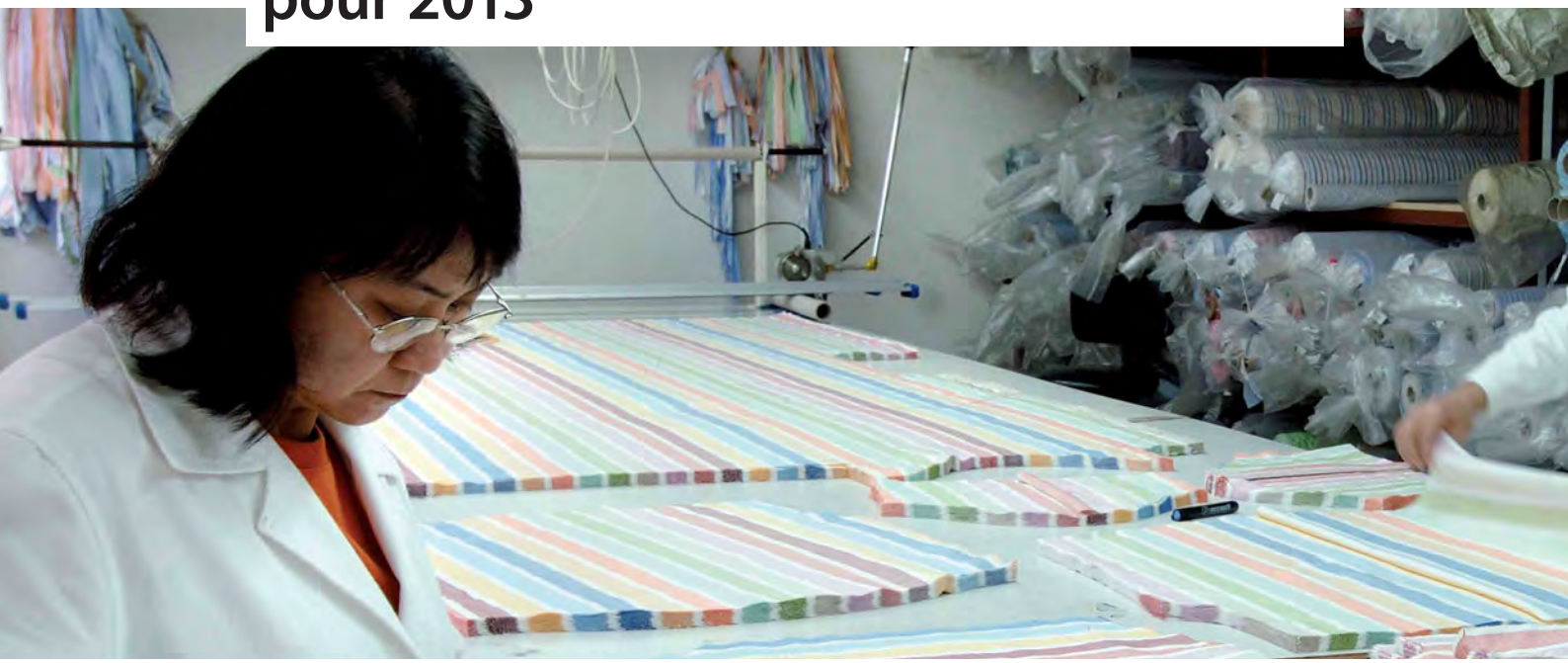
| | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013* | 2014* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Algérie | 3,4 | 2,0 | 1,7 | 3,6 | 2,4 | 2,5 | 3,3 | 3,4 |
| Égypte | 7,1 | 7,2 | 4,7 | 5,1 | 1,8 | 2,2 | 2,0 | 3,3 |
| Israël | 5,9 | 4,1 | 1,1 | 5,0 | 4,6 | 3,1 | 3,6 | 3,9 |
| Jordanie | 8,2 | 7,2 | 5,5 | 2,3 | 2,6 | 2,8 | 3,3 | 3,5 |
| Liban | 8,4 | 8,6 | 9,0 | 7,0 | 1,5 | 1,5 | 2,0 | 4,0 |
| Maroc | 2,7 | 5,6 | 4,8 | 3,6 | 5,0 | 3,0 | 4,5 | 4,8 |
| République arabe syrienne | 5,7 | 4,5 | 5,9 | 3,4 | -- | -- | -- | -- |
| Tunisie | 6,3 | 4,5 | 3,1 | 3,1 | -1,9 | 3,6 | 4,0 | 4,5 |
| Gaza-Cisjordanie | 5,4 | 7,1 | 7,4 | 9,3 | 5,4 | 5,8 | 9,9 | 8,5 |
| PPM (données pondérées en fonction du PIB) | 5,5 | 5,0 | 3,2 | 4,5 | 2,8 | 2,7 | 3,1 | 3,7 |

*Source : FMI, avril 2013.*

* prévisions pour 2013-2014

| | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013* | 2014* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Monde | 5,4 | 2,8 | -0,6 | 5,2 | 4,0 | 3,2 | 3,3 | 4,0 |
| Économies avancées | 2,8 | 0,1 | -3,5 | 3,0 | 1,6 | 1,2 | 1,2 | 2,2 |
| Union européenne (données cumulées) | 3,4 | 0,5 | -4,2 | 2,0 | 1,6 | -0,2 | 0,0 | 1,3 |
| Afrique subsaharienne | 5,4 | 3,1 | -3,6 | 4,6 | 5,2 | 1,6 | 2,2 | 2,8 |
| Europe centrale et orientale | 8,9 | 5,3 | -6,4 | 4,9 | 4,8 | 3,4 | 3,4 | 4,0 |
| CEI | 11,6 | 7,9 | 6,9 | 10,0 | 8,1 | 6,6 | 7,1 | 7,3 |
| Pays asiatiques en développement | 6,3 | 4,8 | 1,7 | 7,0 | 4,5 | 6,1 | 5,9 | 5,5 |
| ANASE-5 | 5,8 | 4,2 | -1,5 | 6,1 | 4,6 | 3,0 | 3,4 | 3,9 |
| Amérique latine et Caraïbes | 7 | 5,6 | 2,7 | 5,4 | 5,3 | 4,8 | 5,6 | 6,1 |

# Feuille de route
# pour 2013



## Développement du secteur privé local

**Renforcer la création d'emplois et l'esprit d'entreprise en soutenant les entreprises, petites ou grandes, et en encourageant la recherche-développement et l'innovation.**

## Infrastructures socio-économiques

**Promouvoir un développement équilibré grâce aux infrastructures socio-économiques via des projets clés dans les secteurs de l'énergie, des transports, de l'environnement, de la santé et de l'éducation.**

La BEI-FEMIP concentrera son action sur quatre objectifs principaux dans les pays partenaires méditerranéens : le développement durable du secteur privé local, les infrastructures socio-économiques, l'atténuation des changements climatiques et l'intégration régionale.

## Atténuation des changements climatiques et adaptation à leurs effets

**Promouvoir des initiatives visant à atténuer les effets des changements climatiques en réduisant les émissions de gaz à effet de serre et en renforçant le cadre réglementaire.**

## Intégration régionale

**Soutenir des projets et des initiatives de portée régionale visant à renforcer les liens entre les régions et stimuler le développement régional.**

## Que propose la BEI-FEMIP ?

La BEI-FEMIP fournit une vaste palette d'instruments financiers adaptés aux besoins des pays partenaires méditerranéens, qu'il s'agisse de prêts, de ressources sur capitaux à risque, d'assistance technique, ou encore de garanties. Répondant aux appels pressants à appuyer la création d'emplois, la BEI-FEMIP s'efforcera de proposer de nouveaux instruments conçus spécifiquement pour encourager le développement du secteur privé et en particulier la croissance des microentreprises ainsi que des petites et moyennes entreprises (MPME).

| Produits | | Objectifs | Bénéficiaires |
|---|---|---|---|
| **Prêts** | Lignes de crédit | Encourager l'essor des petites et moyennes entreprises au moyen de lignes de crédit consenties aux partenaires de la BEI – banques commerciales ou établissements de financement du développement – qui rétrocèdent ensuite les fonds à leurs propres clients.<br>Répondre aux besoins des communautés locales. | MPME |
| | Prêts individuels | Développer les infrastructures économiques des pays partenaires méditerranéens. La BEI-FEMIP veille en particulier à l'expansion du secteur privé et à la création d'un environnement favorable à la pratique des affaires. | Promoteurs du secteur privé et du secteur public |
| **Opérations de capital-investissement et investissements directs en fonds propres et quasi-fonds propres** | | Promouvoir la création ou le renforcement de l'assise financière d'entreprises productives et, plus particulièrement, d'entreprises créées en partenariat avec des sociétés établies dans l'UE. | • MPME<br>• Entreprises privées de taille intermédiaire<br>• Fonds d'investissement<br>• Institutions de microfinance |
| **Assistance technique** | | Améliorer la qualité des opérations et leur incidence sur le développement :<br>• en renforçant les capacités des pays partenaires méditerranéens et des promoteurs de projets,<br>• en finançant en amont des études et des activités visant à appuyer directement et indirectement l'expansion du secteur privé. | Ensemble des clients de la BEI-FEMIP |
| **Garanties** | | • Dynamiser les marchés des capitaux locaux.<br>• Mobiliser des ressources supplémentaires pour compléter le faible volume de capitaux publics.<br>• Soutenir le développement des entités infra-étatiques.<br>• Réduire le risque de change.<br>• Réduire l'exposition des États au risque. | • MPME<br>• Grandes entreprises<br>• Banques locales<br>• Promoteurs du secteur public<br>• Entités infra-étatiques |

## Les mécanismes de financement de la BEI-FEMIP

Au fil du temps, la BEI-FEMIP a mis en œuvre divers mécanismes de financement pour soutenir les économies du bassin méditerranéen.

La BEI-FEMIP entretient une coopération de longue date avec la Commission européenne, dans le cadre notamment de l'exécution du mandat PEV-MED et de l'utilisation des fonds destinés au capital-risque, ou encore d'opérations de microfinance et d'assistance technique ainsi que de partenariats pour des initiatives conjointes et d'événements de diffusion.

| Nom | Nature | Montant en EUR | Durée | Objectif |
|---|---|---|---|---|
| Mandat extérieur 2007-2013 | Mandat confié par les États membres, sur les ressources propres de la Banque | 9,7 milliards | 2007-2013 | • Contribuer au développement du secteur privé et des infrastructures des pays partenaires méditerranéens. |
| Mandat « climat » | Mandat confié par les États membres, sur les ressources propres de la Banque | 2 milliards | 2011-2013 | • Soutenir des projets relatifs à l'adaptation aux changements climatiques et à leur atténuation en dehors de l'UE.<br>• Prévenir ou réduire les émissions de gaz à effet de serre grâce à des projets favorisant les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique ou encore les transports durables. |
| Mécanisme de partenariat euro-méditerranéen II | Ressources propres de la BEI | 2 milliards | 2007-2013 | • Soutenir des projets prioritaires bien définis revêtant un intérêt particulier à la fois pour l'UE et les pays partenaires (développement régional, politiques sectorielles, environnement, appui à des entreprises de l'UE, etc.).<br>• Prendre des participations indirectes dans les pays partenaires méditerranéens, par l'intermédiaire de fonds d'infrastructures. |
| Enveloppe capitaux à risque et assistance technique | Budget de l'UE | 96 millions | 2011-2013 | • Favoriser la constitution ou le renforcement des fonds propres et quasi-fonds propres pour les PME dans les pays partenaires méditerranéens.<br>• Aider les pays partenaires et les promoteurs privés à mieux préparer, gérer et superviser leurs projets d'investissement par le biais de l'assistance technique. |
| Opérations sur capitaux à risque dans le secteur privé dans les pays de la rive sud de la Méditerranée | Royaume d'Espagne | 100 millions | 2011-2026 | • Soutenir le déploiement rapide et ciblé de ressources dans le secteur privé par des investissements immédiats dans des opérations sur capitaux à risque existantes ou nouvelles de la BEI-FEMIP. |
| Fonds fiduciaire de la FEMIP | Contributions des États membres et de la Commission européenne | 40 millions | Opérationnel depuis 2005 | • Mettre en lumière les principaux défis économiques de la région par le biais d'études sectorielles.<br>• Soutenir le secteur privé en apportant des financements en fonds propres et quasi-fonds propres pour des opérations innovantes ou présentant un profil de risque inhabituel. |

# La BEI-FEMIP
# de 2002 à 2012

## Investissements par secteur et par région

Depuis 2002, la BEI-FEMIP a mis à disposition 14,2 milliards d'EUR dans la région. Avec 1,7 milliard d'EUR pour la seule année 2012, la Banque est restée le premier bailleur de fonds international de la région. La BEI-FEMIP a apporté une réponse forte à l'appui des objectifs de l'Union européenne pour la région et, surtout, des nouvelles priorités en matière de développement socio-économique des pays partenaires.

Graphique 9

Volume annuel de signatures

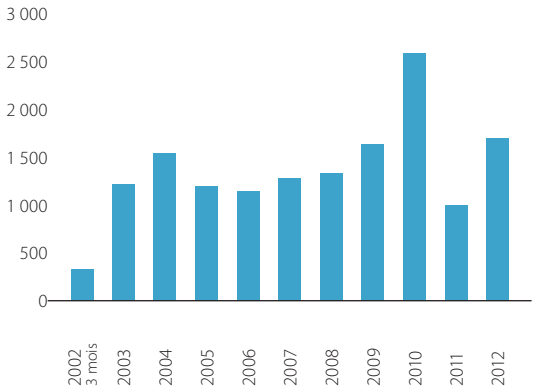



Tableau 2

Répartition par secteur et par pays en millions d'EUR (octobre 2002-décembre 2012)

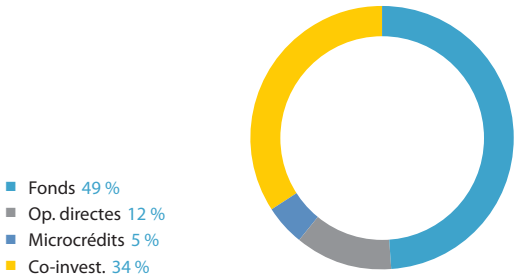
| | Énergie | Environ-nement | Lignes de crédit | Capital humain | Industrie | Transports | Capital-investissement | Aménage-ment urbain | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Algérie | 500 | - | - | - | 72 | - | 18 | 46 | 636 |
| Égypte | 2 288 | 70 | 100 | - | 511 | 490 | 58 | 45 | 3 562 |
| Gaza-Cisjordanie | 45 | - | - | - | - | - | 15 | - | 60 |
| Israël | 111 | 592 | 89 | - | | - | - | - | 792 |
| Jordanie | 90 | 166 | - | 40 | 81 | 63 | 9 | - | 449 |
| Liban | - | 175 | 423 | - | - | 135 | 7 | - | 740 |
| Maroc | 990 | 166 | - | 300 | 604 | 1 389 | 57 | 85 | 3 591 |
| Projets de portée régionale | - | - | - | - | - | - | 193 | - | 193 |
| Syrie | 475 | 150 | 107 | 130 | 105 | 90 | 2 | - | 1 059 |
| Tunisie | 882 | 81 | 656 | 110 | 420 | 923 | 4 | 56 | 3 132 |
| Total | 5 381 | 1 400 | 1 375 | 580 | 1 793 | 3 090 | 362 | 232 | 14 213 |

## Appui au secteur privé : une action centrée sur les prises de participation et la microfinance

Depuis 1996, la BEI est chargée de gérer et de mettre en œuvre des opérations sur capitaux à risques dans les PPM, avec des ressources allouées par la Commission européenne dans le cadre des protocoles et des mandats MEDA et IEVP pour le développement du secteur privé. La BEI met également en œuvre les opérations de capital-investissement ciblées du Fonds fiduciaire de la FEMIP dans la région d'intervention et investit ses ressources propres dans des fonds d'infrastructures ciblant cette région. Par ailleurs, depuis 2012, la BEI gère une enveloppe pour le compte du Royaume d'Espagne (via l'agence espagnole de coopération internationale pour le développement – AECID) pour les activités de capital-risque dans la région, en particulier, à l'appui des MPME.

Les opérations sur capitaux à risques visent à renforcer le secteur privé dans le bassin méditerranéen, en consolidant l'assise financière d'entreprises productives et l'infrastructure de capital locale (par l'apport de fonds propres et de quasi-fonds propres à des sociétés non cotées en Bourse, autrement dit le secteur du capital-investissement) et en favorisant le développement des services financiers inclusifs par l'intermédiaire d'institutions de microfinance. La Banque utilise une large palette d'instruments de financement pour assurer que ces ressources sont déployées là où les besoins sont les plus grands : a) investissements directs dans des sociétés non cotées prometteuses, ou investissements indirects dans et (ou) prêts à des institutions de microfinance, b) fonds de capital-investissement (d'amorçage, de croissance ou d'infrastructures) et c) co-investissements avec des intermédiaires locaux présélectionnés.

### Montant net signé par type d'opération




Au 31 décembre 2012, quelque 415 millions d'EUR avaient été décaissés sur les ressources de la Commission, via des fonds (environ 50 %), des co-investissements (environ 33 %), des opérations directes et des microcrédits (environ 17 %). Sur le plan géographique, le portefeuille reflète le poids relatif des plus grandes économies de la région, à savoir le Maroc (23 %), l'Égypte (20 %) et la Tunisie (14 %). Le portefeuille est investi à hauteur de 23 % environ dans des fonds régionaux, un ciblage qui souligne la conviction des acteurs du secteur du capital-investissement de la nécessité de renforcer les marchés dans toute la région et de soutenir les entreprises qui sont des « championnes régionales ».

### Participations en fonds propres

L'appui en faveur des fonds de capital-investissement est essentiel pour fournir des fonds propres et des quasi-fonds propres à long terme à l'économie réelle et apporter une valeur ajoutée stratégique et opérationnelle durable aux entreprises bénéficiaires.

Dans cette perspective, la BEI a apporté son aide à de nouvelles équipes locales et de nouveaux fonds pour leur démarrage en les conseillant puis en les recommandant auprès des investisseurs, afin de les aider à mener à bien leurs premières collectes de fonds. Cet engagement est illustré par le fait que la majeure partie des fonds actifs sont gérés par des équipes nouvelles, ou bien sont des fonds d'un type totalement nouveau, deux caractéristiques qui ont souvent un effet dissuasif sur les investisseurs.

L'un des principaux objectifs de la BEI-FEMIP est de mobiliser l'investissement en capital de tierces parties, en démontrant le succès des investissements réalisés. Depuis 1998, les ressources de tierces parties mobilisées parallèlement au capital investi par la BEI se chiffrent à plus de 1 milliard d'EUR, ce qui correspond à un ratio de mobilisation cumulé de plus de 500 %.

Ces opérations sont d'importants instruments de financement pour le bassin méditerranéen :

- pour chaque EUR investi dans un fonds par la BEI, cinq EUR supplémentaires sont apportés par d'autres investisseurs ;
- il y a une pénurie persistante de ressources en capital dans le bassin méditerranéen, en particulier pour les PME ;
- la BEI-FEMIP a de solides antécédents en tant qu'actionnaire apportant une valeur ajoutée non financière par i) l'effet d'entraînement qu'elle exerce sur d'autres investisseurs potentiels et, partant, sur la mobilisation de fonds, ii) la mise en œuvre de normes de gouvernance et de documentation correspondant aux meilleures pratiques internationales et iii) sa participation active au sein du conseil d'administration, du comité d'investissement et du comité consultatif des entreprises bénéficiaires ;
- en collaboration avec la Commission, les IFI et les institutions de financement du développement (IFD), la BEI-FEMIP peut promouvoir les évolutions nécessaires en matière de politiques dans le secteur du capital-investissement ;
- grâce aux investissements de la BEI-FEMIP, la vitesse de mobilisation de financements supplémentaires à l'appui du développement du secteur privé a augmenté.

### Microcrédit

En 2003, la BEI a joué un rôle de pionnier dans le financement du secteur de la microfinance dans le bassin méditerranéen. Elle a été l'une des rares institutions financières à apporter des financements en monnaie locale non assortis d'une garantie dans la région, grâce aux ressources en capital-risque mises à disposition au titre du mandat MEDA.

Depuis lors, la Banque joue un rôle important dans le renforcement de l'autonomie financière ainsi que de la santé financière des institutions de microfinance (IMF), par ses programmes de financement en monnaie locale (à des conditions intéressantes) et d'assistance technique financés sur les ressources des mandats MEDA et IEVP. Elle est parvenue à mobiliser, par effet de levier, des financements locaux à des conditions concurrentielles pour compléter les opérations standard réalisées par les bailleurs de fonds internationaux traditionnels (aides non remboursables et prêts subventionnés) et a aidé les IMF à s'intégrer dans les marchés financiers locaux.

Au 31 décembre 2012, les IMF soutenues par la BEI-FEMIP :

- totalisent un portefeuille d'encours de microprêts de 360 millions d'EUR,
- comptent une clientèle de plus 830 000 microemprunteurs actifs, dont 53 % sont des femmes,
- ont décaissé quelque 740 000 prêts pour un montant total de 414 millions d'EUR,
- restent actives sur le segment du bas de la pyramide, avec un prêt moyen de l'ordre de 600 EUR, et
- emploient environ 5 400 personnes, dont 2 500 femmes.

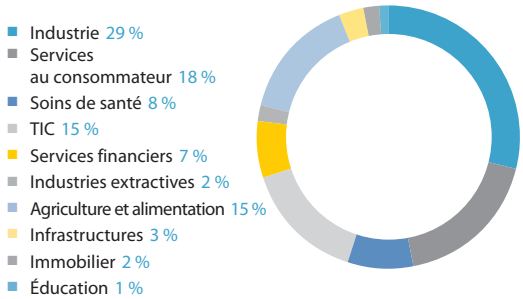
Avec un encours total de prêts signés de 22,3 millions d'EUR, la BEI joue un rôle de catalyseur important pour d'autres emprunteurs et investisseurs. Les IMF soutenues par la BEI-FEMIP ont affiché des taux de croissance à deux chiffres tant au niveau de leur portefeuille de prêts actifs qu'au niveau du nombre de leurs emprunteurs actifs. Cette forte progression a été possible grâce aux ressources supplémentaires apportées par des tiers et aux bénéfices générés en interne du fait d'une autonomie financière renforcée. Ainsi, l'on estime qu'à fin 2012 (en moyenne) :

- pour chaque euro prêté par des IMF sur les fonds de la CE, 38 EUR supplémentaires ont été prêtés à des microemprunteurs (sur une année),
- chaque EUR mis à disposition sur les fonds de la CE a été prêté 6,6 fois à des microemprunteurs sur la durée de vie d'un prêt BEI.

Au 31 décembre 2012, la BEI-FEMIP avait engagé des ressources en capital de l'UE dans 187 entreprises (principalement des PME) actives dans l'ensemble de la zone d'intervention du bassin méditerranéen. Ces entreprises prometteuses ont non seulement créé et préservé des emplois (environ 42 000 emplois directs[1], dont 21 % d'emplois féminins), mais également apporté une contribution essentielle aux économies locales concernées : elles génèrent des recettes d'exportation (environ 500 millions d'EUR[2]), paient des taxes (environ 160 millions d'EUR[3]) qui permettent aux États de financer des infrastructures et des services publics, forment leur personnel et investissent dans la recherche et le développement. Grâce à l'intervention de gestionnaires de fonds locaux, la BEI aide les entreprises bénéficiaires des investissements à croître et à prospérer, non seulement en leur apportant des ressources financières, mais également en les aidant sur le terrain à améliorer leur pratique des affaires. La croissance qui en résulte en matière de chiffre d'affaires et de rentabilité est vitale pour que ces entreprises puissent attirer de nouveaux investissements, croître, employer et former davantage de personnel et générer des bénéfices et des recettes fiscales.

Afin de permettre un développement économique équilibré et durable dans les PPM, la BEI a construit un portefeuille sectoriel diversifié de bénéficiaires finals, comme le montre le graphique ci-dessous (données à fin 2012) :

### Bénéficiaires finals des fonds par secteur



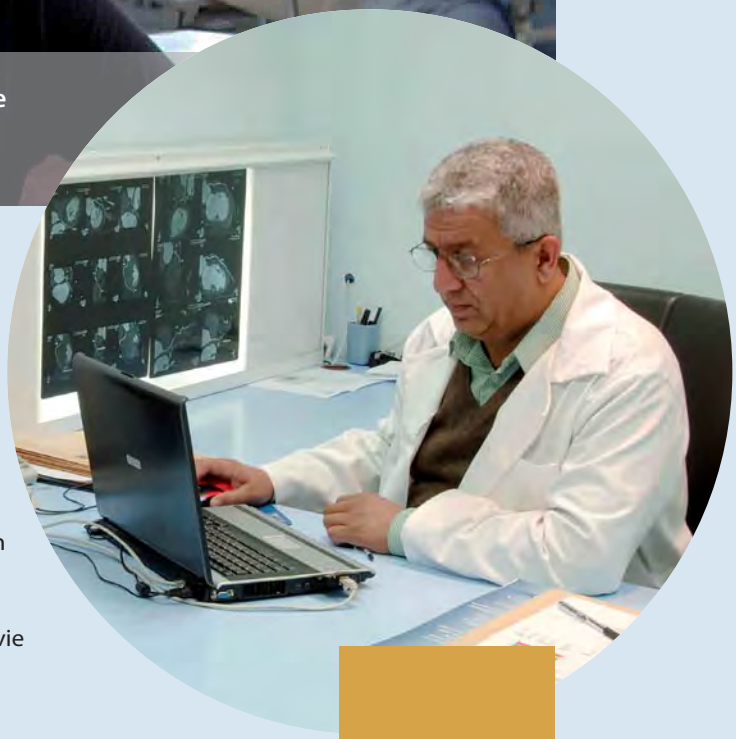

[1] Estimations basées sur les données collectées pour une partie du portefeuille d'entreprises à fin 2011.
[2] Idem.
[3] Idem.

# La BEI en Méditerranée

Accélérateur de croissance pour l'emploi

## Chiffres clés 2002-2012 :

**36 millions d'EUR** du Fonds fiduciaire de la FEMIP affectés à des études régionales et sectorielles



Depuis sa création il y a dix ans, la BEI-FEMIP contribue au développement économique et social des pays partenaires méditerranéens.

Les projets financés favorisent la création ou la sauvegarde d'emplois, les échanges commerciaux, la mise en place d'un environnement propice aux affaires, le développement régional et la protection de l'environnement.

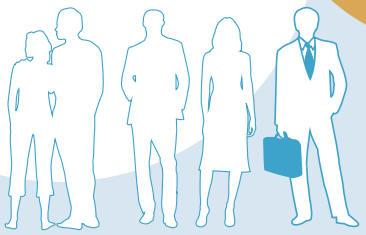
Les financements de la BEI-FEMIP améliorent la vie quotidienne des populations méditerranéennes.

**14,2 milliards d'EUR** de financements pour 192 projets dans les 9 pays partenaires méditerranéens, aboutissant à la mobilisation de près de 43 milliards d'EUR de capitaux supplémentaires

**191 écoles et 47 hôpitaux** construits et de nombreux autres rénovés et modernisés

**24** projets d'un montant cumulé de 1,4 milliard d'EUR pour protéger

## l'environnement méditerranéen



**133 millions d'EUR**
consacrés à des prestations spécifiques d'assistance technique pour aider à la mise en œuvre de projets

## 50 projets cofinancés

sur 75 réalisés au titre de la Facilité d'investissement pour le voisinage (FIV)

**2 500 PME**
ont été financées, bénéficiant de l'expérience et du savoir-faire acquis dans l'UE

**22 millions d'EUR**
de financements accordés à des institutions locales de microfinance travaillant avec plus de 830 000 micro-emprunteurs, dont 53 % sont des femmes

**et 42 000 emplois** (dont 21 % d'emplois féminins) soutenus via des investissements de capital de croissance directs

**31 000 emplois**
créés grâce au soutien apporté aux PME dans la région

# L'activité en 2012

# Un forum pour les décideurs, **les entrepreneurs et la société civile**

La BEI-FEMIP soutient la coopération et le dialogue entre l'UE et les pays partenaires méditerranéens en organisant des réunions et des débats de haut niveau ainsi que des séminaires plus thématiques.

En 2012, la BEI-FEMIP a examiné avec ses partenaires des thèmes fondamentaux pour le bassin méditerranéen, comme l'appui à la compétitivité des PME et le renforcement du secteur des services bancaires aux particuliers par la mise en place de nouvelles plateformes de paiement. La douzième réunion ministérielle ECOFIN-FEMIP (septembre 2012, Nicosie), a conforté la BEI-FEMIP dans sa mission de mettre en place des partenariats, renforcer les capacités institutionnelles et fournir une assistance technique ciblée.

## 3 mars 2012, Tunis

### Dixième conférence de la BEI-FEMIP – « Les PME méditerranéennes à la conquête de nouveaux horizons »

La BEI a organisé, en collaboration avec le ministère tunisien du développement et de la coopération, la dixième conférence de la FEMIP, qui a réuni des participants issus de banques et de grandes entreprises, de sociétés de gestion de fonds, de PME et du monde universitaire. Les principaux thèmes de discussion ont été l'appui au développement du secteur privé et la mission de la BEI en tant qu'investisseur à long terme. Les participants ont échangé leurs points de vue sur les défis qui se posent actuellement aux très petites, petites et moyennes entreprises du bassin méditerranéen en matière d'accès aux financements, de renforcement des capacités et de compétitivité. Ils ont conclu que des instruments comme les garanties et le capital-risque seraient de plus en plus nécessaires, en marge de l'amélioration des capacités, pour le déploiement des nouveaux produits envisagés.

## 14 et 15 septembre 2012, Nicosie

### Douzième réunion du Comité ministériel de la BEI-FEMIP

Les ministres des finances de l'UE et des pays partenaires méditerranéens se sont réunis le 14 septembre 2012 à Nicosie pour la douzième réunion du Comité ministériel de la BEI-FEMIP. Les ministres ont recommandé que la BEI-FEMIP intensifie ses efforts de renforcement des capacités afin de fournir plus d'expertise, plus d'assistance technique et plus de conseils à la région, et de recourir davantage à des ressources financières volontaires versées par les États membres, les pays partenaires et d'autres institutions ou organisations comme les fonds des pays du Golfe. Il a en outre été convenu de mettre en place un programme de détachement pour les pays partenaires afin de renforcer et de diversifier les ressources humaines de la BEI-FEMIP tout en contribuant à la consolidation des compétences dans la région. Enfin, les ministres ont suggéré que le Comité de la BEI-FEMIP qui se réunira en 2013 réfléchisse à la manière d'intégrer les pays partenaires méditerranéens dans le processus de prise de décision concernant la coopération entre l'UE et le bassin méditerranéen.

## 14-16 novembre 2012, Luxembourg

### Semaine européenne de la microfinance – Atelier sur les services financiers via la téléphonie mobile dans les pays partenaires méditerranéens

L'atelier a réuni des hauts responsables de banques centrales et commerciales et des opérateurs de télécommunications afin de mettre en commun les expériences et d'en tirer des enseignements dans la perspective du vaste déploiement des services financiers via la téléphonie mobile dans la région.

Alors que 90 % des habitants des pays du sud et de l'est du bassin méditerranéen possèdent un téléphone portable, moins de 4 % ont accès aux systèmes classiques de paiement. Les participants ont conclu que les services financiers via la téléphonie mobile peuvent jouer un rôle dans le développement économique en facilitant les envois de fonds internationaux, les paiements de détail et les services de microfinance. La coopération entre les banques centrales et les autorités de réglementation des télécommunications devrait être encouragée plus avant, pour une meilleure compréhension du cadre réglementaire et institutionnel régissant la finance via la téléphonie mobile dans les pays partenaires. Dans le cadre du suivi de cet atelier, la BEI soutiendra un programme pour le développement de la finance via la téléphonie mobile dans la région, lequel pourrait éventuellement être étendu à d'autres pays en développement.

## 23 novembre 2012, Barcelone

### Séminaire de lancement de l'initiative « Space for Med » de la BEI et de l'Agence spatiale européenne

Les technologies spatiales telles que les services de transmission par satellite peuvent jouer un rôle crucial dans le développement économique des pays partenaires méditerranéens, par les interventions novatrices qu'elles induisent dans des secteurs d'infrastructures clés.

L'initiative « Space for Med » a pour but de promouvoir l'utilisation de ces technologies dans la région, pour la gestion de l'eau, l'énergie, les énergies renouvelables, les transports et la logistique. L'initiative devrait aboutir à des réponses innovantes pour le développement continu de ces secteurs et à la concrétisation éventuelle de grands projets d'infrastructure qui devraient être financés par la BEI dans les années à venir.

Au cours du séminaire, des représentants de haut niveau d'entreprises opérant dans le secteur de la transmission par satellite et des experts du domaine ont partagé leurs connaissances et leurs expériences et discuté des besoins, dans l'optique de réduire la fracture numérique et d'apporter de la croissance et des emplois dans les pays partenaires méditerranéens.

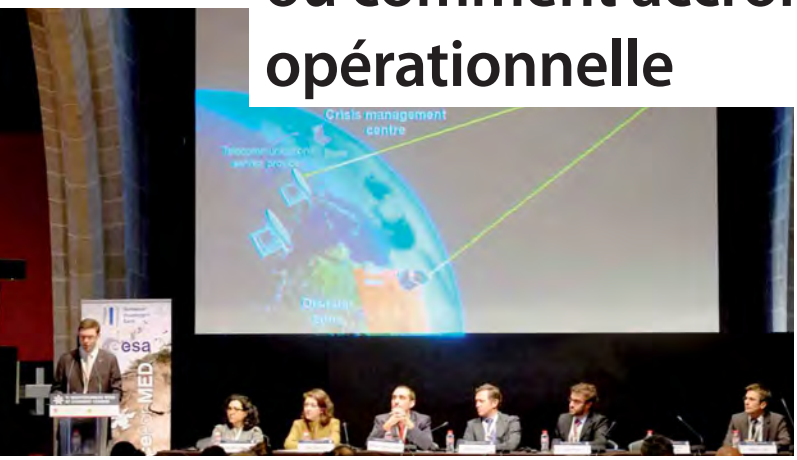
## 27 novembre 2012, Marseille

### Onzième conférence de la BEI-FEMIP – « Vers un tourisme durable en Méditerranée »

La BEI, le ministère jordanien du tourisme et des antiquités et l'Association des chambres de commerce et d'industrie méditerranéennes (ASCAME) se sont entretenus, avec des spécialistes de la filière, des priorités d'investissement ainsi que des besoins de financement pour le secteur du tourisme dans les pays partenaires méditerranéens.

Au cours de la conférence, l'accent a été mis sur l'identification des questions environnementales liées à l'impact du tourisme, comme les changements climatiques et la rareté de l'eau dans la région. Le rôle des banques, des fonds et des promoteurs immobiliers a été abordé, de même que le poids du secteur dans la création d'emplois et le développement économique.

# Le Fonds fiduciaire de la FEMIP
# ou comment accroître la valeur ajoutée opérationnelle




## Opérations approuvées par les donateurs du Fonds fiduciaire de la FEMIP en 2012 :

- Programme d'action pour les PPP dans le cadre de la FEMIP (opération de portée régionale), 1 700 000 EUR
- Étude d'identification des projets dans le cadre de l'initiative de financement des projets urbains dans le bassin méditerranéen (opération de portée régionale), 250 000 EUR
- Évaluation du potentiel d'activité manufacturière dans le secteur des énergies renouvelables dans les pays partenaires méditerranéens (opération de portée régionale), 75 000 EUR
- Renforcement des incidences du développement du secteur privé sur la transition démocratique dans les pays partenaires méditerranéens (opération de portée régionale), 75 000 EUR
- Renforcement des capacités dans les pays partenaires méditerranéens : le programme de stages FEMIP (deuxième prolongation – opération de portée régionale), 400 000 EUR
- Renforcement de la compétitivité pour la création d'emplois au Maroc, 200 000 EUR
- Étude sur l'intermédiation du crédit pour les MPME dans le cadre de la FEMIP (opération de portée régionale), 450 000 EUR
- Assistance technique pour le renforcement des capacités dans le secteur tunisien de la microfinance (MicroMED) (Tunisie), 4 000 000 EUR
- Initiative « Space for MED » en collaboration avec l'Agence spatiale européenne (opération de portée régionale), 500 000 EUR
- Étude sur l'incidence en matière d'emploi des investissements d'infrastructure de la BEI dans les pays partenaires méditerranéens (opération de portée régionale), 200 000 EUR
- Étude sur la création d'une plateforme suprarégionale pour le second marché (opération de portée régionale), 200 000 EUR

Le Fonds fiduciaire de la FEMIP (FFF) vient compléter les activités de la BEI-FEMIP dans la région. Il permet de financer des interventions d'assistance technique et des études en amont, ainsi que des prises de participation ciblées pour soutenir des entreprises privées innovantes et des initiatives concrètes en faveur des pays partenaires méditerranéens engagés dans la transition vers la démocratie.

L'année 2012 a notamment été marquée par le renforcement de la collaboration avec le Fonds de transition pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord créé par le partenariat de Deauville, ainsi que par la poursuite de la reconstitution de la dotation du FFF, qui continuera en 2013.

Le Fonds fiduciaire de la FEMIP est financé par les contributions volontaires des États membres de l'UE et de la Commission européenne, qui constituent l'Assemblée des donateurs. Les donateurs se réunissent régulièrement pour discuter de la stratégie du Fonds et pour évaluer et approuver les opérations. Entre 2005 et 2012, le FFF a financé 58 opérations pour une valeur totale de 36,4 millions d'EUR (déduction faite des annulations). Parmi ces opérations, onze études et interventions d'assistance

technique représentant un montant total de 8 millions d'EUR ont été approuvées en 2012.

En 2012, les donateurs ont adopté la révision des règles du Fonds pour lui permettre d'accepter des ressources du Fonds de transition pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord créé par le partenariat de Deauville à l'initiative des pays du G8 pour soutenir la transition économique et sociale après le printemps arabe. Cela a permis au Fonds de répondre aux demandes d'assistance technique des pays dans les domaines de la gouvernance et des réformes sociales et économiques, dans le contexte de l'appui à la démocratisation dans la région, domaines ciblés dans l'affectation des fonds de Deauville.

La reconstitution de la dotation du FFF s'est poursuivie tout au long de l'année 2012, avec des contributions supplémentaires du Luxembourg, qui a engagé 2 millions d'EUR additionnels, en sus du montant de 1,2 million d'EUR annoncé en 2011 pour un projet à l'appui de la microfinance en Tunisie (MicroMED). Cette reconstitution se poursuivra en 2013, et les donateurs pourront réserver des ressources pour des initiatives clés comportant un volet de microfinance, pour des partenariats public-privé ou pour des activités favorisant le processus de transformation démocratique.

Les promoteurs, les partenaires institutionnels comme la Commission européenne et le SEAE et les pays bénéficiaires échangent régulièrement leurs points de vue lors d'événements. Ainsi l'atelier sur les services financiers mobiles dans les pays partenaires méditerranéens organisé à Luxembourg en novembre 2012, a permis de discuter de l'étude du FFF sur le même thème et du soutien potentiel nécessaire pour le développement de ce type de services dans la région.

Le Fonds fiduciaire de la FEMIP intervient à l'appui des priorités de la BEI-FEMIP pour la région que sont l'accès aux financements, l'eau et l'environnement, l'énergie, les transports, l'aménagement urbain, la RDI et le capital humain. Pour chacun de ces domaines, le FFF envisage les résultats attendus, c'est-à-dire les changements qu'il serait le plus à même d'encourager, ainsi que les meilleurs moyens d'y contribuer. L'accent sur les résultats contribue à renforcer la valeur ajoutée apportée par le FFF à la région.

Tableau 3 – Contributions des donateurs du Fonds fiduciaire de la FEMIP (reçues au 31 décembre 2012)

| Donateur | Total |
|---|---|
| | (milliers d'EUR) |
| Allemagne | 2 000 |
| Autriche | 2 000 |
| Belgique | 1 000 |
| Chypre | 1 000 |
| Commission européenne | 1 000 |
| Espagne | 10 000 |
| Finlande | 1 000 |
| France | 5 500 |
| Grèce | 3 000 |
| Irlande | 1 000 |
| Italie | 2 500 |
| Luxembourg | 1 800 |
| Malte | 1 500 |
| Pays-Bas | 2 000 |
| Portugal | 1 000 |
| Royaume-Uni | 3 016 |
| Suède | 1 000 |
| Total | 40 316 |

## Renforcement des capacités dans le secteur tunisien de la microfinance (MicroMED)

Ce programme triennal de 4 millions d'EUR a été mis en place par le Fonds fiduciaire de la FEMIP en 2012 à la demande des autorités tunisiennes pour améliorer l'environnement réglementaire et la capacité des institutions de microfinance à développer leurs activités en conséquence. Il propose des activités de renforcement des capacités et de notation et prépare le terrain pour de futures opérations de pris de participation ou d'émission de dette en Tunisie.

# Optimiser
# les synergies grâce aux partenariats

La coordination et la coopération avec les institutions européennes, les institutions financières internationales et les institutions bilatérales européennes dans l'optique d'éventuelles opérations de cofinancement, de renforcement des capacités et de participation à des initiatives régionales sont au centre des préoccupations de la BEI-FEMIP. Les efforts en ce sens se sont intensifiés au lendemain du printemps arabe, afin de renforcer l'efficacité des activités menées conjointement.

En 2012, les partenariats clés pour la région ont eu pour but de stimuler les activités du secteur privé, tant dans le domaine de la microfinance que dans celui des PME ou de l'atténuation des effets des changements climatiques.

## Qu'est-ce que l'initiative de délégation réciproque ?

L'année 2012 a marqué la fin du programme pilote par lequel l'AFD, la BEI et la Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW) ont expérimenté les modalités d'une coopération renforcée et d'un travail commun au titre de l'initiative de délégation réciproque.

Cette initiative stratégique a été conçue par la BEI, l'AFD et la KfW dans le cadre de l'action et des politiques extérieures de l'UE et dans l'esprit du programme international d'action à l'appui de l'efficacité de l'aide. L'initiative de délégation réciproque encourage l'efficacité du cofinancement de projets par la reconnaissance mutuelle des procédures. Dans le cadre des opérations sélectionnées, de nombreuses tâches liées aux projets sont déléguées au partenaire qui joue le rôle de chef de file.

Cette initiative a pour vocation de simplifier l'instruction et le suivi des projets, d'éviter toute répétition inutile des démarches et de réduire les coûts de transaction au bénéfice des promoteurs de projets. La phase pilote a été menée à bien avec la signature en janvier 2013, par les trois partenaires de l'initiative, de lignes directrices opérationnelles contraignantes.

À ce jour, huit projets pilotes, provenant tous de la réserve d'investissements de la FIV établie d'un commun accord, sont en cours de réalisation dans la région de la BEI-FEMIP. Un certain nombre de nouveaux projets destinés à être gérés conformément aux lignes directrices opérationnelles de l'initiative de délégation réciproque ont déjà été identifiés.

## Coopération avec la Commission européenne

### Facilité d'investissement pour le voisinage (FIV)

La Facilité d'investissement pour le voisinage (FIV) a été créée en 2008 par la Commission européenne afin de mobiliser des ressources supplémentaires pour financer les besoins en infrastructures des pays voisins de l'UE, en particulier dans les secteurs des transports, de l'énergie et de l'environnement, ainsi que dans le domaine social. La BEI est le gestionnaire financier de la FIV. Elle met en œuvre son expertise et son savoir-faire pour assurer une gestion efficace du Fonds fiduciaire.

La Banque est le premier bailleur de fonds au regard des montants prêtés à l'appui des projets soumis à la FIV. Elle cofinance deux tiers de tous les projets ayant reçu l'approbation finale du Conseil opérationnel de la FIV depuis le lancement de celle-ci (50 sur 75). En 2012, elle a cofinancé 12 des 18 opérations nouvelles ayant reçu l'approbation finale du Conseil opérationnel de la FIV, et en a mené près de la moitié. Les dernières opérations en date de la FIV conduites par la BEI sont les suivantes :

- en mars 2012, une enveloppe de 5 millions d'EUR a été mise à disposition pour la **préparation de projets liés aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique** à l'appui du Plan solaire méditerranéen ;
- la BEI, l'IFC et l'Agence française de développement (AFD) lanceront courant 2013 un **Mécanisme de garantie pour les PME à l'échelle régionale** fournissant aux banques locales une garantie partielle contre le risque de pertes liées aux prêts pour les PME. Cette opération est une réponse concrète aux besoins des pays dans le cadre du partenariat de Deauville pour renforcer l'appui aux PME dans l'ensemble des pays voisins du Sud ;
- une **initiative de préparation de projets PPP** (MED 5P) a été lancée par la BEI en étroite coopération avec la Facilité arabe de financement des infrastructures. Elle cible essentiellement la préparation de projets en Égypte, en Jordanie, au Maroc et en Tunisie dans les secteurs des infrastructures prioritaires.

### Synergies dans les secteurs des infrastructures clés

En 2012, les synergies dégagées avec la Commission dans des domaines liés aux activités transversales de l'Union pour la Méditerranée (UpM) – Horizon 2020, les autoroutes maritimes et terrestres et le Plan solaire méditerranéen, notamment – ont été renforcées.

- La Commission européenne, l'Organisation maritime internationale (OMI) et la BEI-FEMIP ont

réalisé ensemble une étude régionale sur la coopération maritime dans le bassin méditerranéen, présentée lors d'une conférence régionale en avril 2013.

- Dans le cadre du Plan solaire méditerranéen (PSM), la BEI et d'autres IFI mettront en œuvre l'Initiative de préparation des projets liés aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique dans la région méditerranéenne. En décembre 2013, la BEI organisera également, à Bruxelles, avec la Commission européenne, le Secrétariat de l'Union pour la Méditerranée et l'Observatoire méditerranéen de l'énergie (OME), une conférence régionale consacrée à l'efficacité énergétique, en vue de créer un mécanisme d'assistance technique dans ce domaine pour la région méditerranéenne.
- Dans le cadre de la conférence euro-méditerranéenne sur les transports, les travaux pilotés par la Commission européenne et les PPM seront renforcés via la gestion d'un programme d'assistance pour les pays voisins de l'UE qui recevra le soutien financier de l'UE et sera mis en œuvre par la BEI ainsi que d'autres bailleurs de fonds.

### Coopération dans le cadre de la Charte euro-méditerranéenne pour l'entreprise

Depuis 2004, la Charte euro-méditerranéenne pour l'entreprise[6] oriente les politiques publiques des pays partenaires à l'égard du secteur privé. Elle joue également le rôle de plateforme pour la coopération euro-méditerranéenne, car elle est le fruit de la coopération industrielle euro-méditerranéenne conduite dans le cadre du processus de Barcelone. Dans ce contexte, la BEI contribue à la mise en application de la Charte par le biais de sa thématique « accès aux financements », qui couvre le marché du crédit et les mécanismes financiers destinés aux entreprises.

## Partenariats institutionnels

### Centre de Marseille pour l'intégration en Méditerranée (CMI)

La BEI est un membre fondateur du CMI, au même titre que la Banque mondiale et que le Maroc, la Tunisie, l'Égypte, la Jordanie, le Liban et la France. Le Centre, dont le mandat a été prolongé pour trois ans en 2012, a pour mission d'encourager la modernisation des politiques publiques des pays du sud et de l'est de la Méditerranée en matière d'aménagement urbain, d'éducation, d'emploi, d'environnement et d'innovation.

Afin de prendre en considération les nouvelles priorités fixées par les pays partenaires méditerranéens, le Centre a réorganisé ses travaux autour de trois thèmes : l'économie de l'innovation, la croissance durable et la gouvernance participative. Dans ce contexte, la BEI sera chef de file de plusieurs programmes :

- l'initiative SUD MED (Sustainable Urban Development in MEDiterranean cities), qui vise à diffuser les connaissances et à partager le savoir-faire via des projets d'assistance technique ;
- l'initiative de financement pour les projets urbains et l'initiative Medinas 2030, conduites par la BEI et l'AFD et qui mettent en relation de nombreux partenaires tels que le Secrétariat général de l'Union pour la Méditerranée, la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la KfW et la Commission européenne (DG DEVCO) ;
- l'initiative portant sur les systèmes d'innovation, qui vise à soutenir les politiques et les projets d'infrastructures stimulant le développement d'une culture d'entreprise favorable à l'innovation dans la région. Ce programme réunit de nombreux partenaires tels que l'AFD, la Banque mondiale, la Commission européenne (DG Entreprises et DG Recherche), la CDC et les ministères de l'innovation marocain, tunisien et égyptien, etc ;
- les partenariats public-privé (PPP), qui favorisent la diffusion des connaissances et des bonnes pratiques dans le but d'encourager la mise en œuvre d'un cadre réglementaire et opérationnel propice

[6] Cette charte constitue un engagement des pays signataires à améliorer l'environnement commercial pour les entreprises. Elle a été signée à l'occasion de la conférence ministérielle euro-méditerranéenne sur l'industrie, qui s'est tenue à Caserte, en Italie, en octobre 2004.
http://ec.europa.eu/enterprise/enterprise_policy/ind_coop_programmes/med/doc/f1949_en.pdf

## Une plateforme à l'appui des projets

L'UpM est une organisation régionale qui réunit 43 pays de la région euro-méditerranéenne. Elle s'emploie à favoriser la réalisation de projets régionaux, sous-régionaux et transnationaux dans les domaines suivants : dépollution de la Méditerranée, autoroutes maritimes et terrestres, protection civile, Plan solaire méditerranéen, Initiative pour le développement des entreprises en Méditerranée, enseignement supérieur et recherche.

Sa coprésidence est actuellement assurée par l'UE pour le compte de ses États membres et par la Jordanie pour les pays partenaires. Le Secrétariat, basé à Barcelone, est composé de plus de 50 experts détachés par 20 pays et institutions euro-méditerranéens.

aux partenariats public-privé. Complétant l'initiative régionale lancée par la BEI à Casablanca à la fin de mai 2011, ce programme donne aux pays du Sud un accès au Centre européen d'expertise en matière de PPP (EPEC) que soutiennent la BEI et la Commission européenne. En outre, il réunit l'OCDE, le Secrétariat de l'UpM, le réseau de la CDC, ainsi que les missions d'aide aux PPP en Tunisie, au Maroc, en Égypte et en Jordanie.

### Coopération avec l'Union pour la Méditerranée

En 2012, la coopération entre la BEI et l'Union pour la Méditerranée (UpM) s'est renforcée à la suite de la signature, en janvier 2011, d'un protocole d'accord avec le Secrétariat de l'UpM.

À l'occasion d'une réunion à Luxembourg en avril 2012, le président de la BEI, Werner Hoyer, et le Secrétaire général de l'UpM, Fathallah Sijilmassi, ont confirmé que les deux institutions étaient prêtes à renforcer leur partenariat et à travailler ensemble sur une réserve commune de projets bancables pour la Méditerranée, aux côtés de la Commission et d'institutions financières internationales et bilatérales. Dans un premier temps, des projets de la Banque représentant un montant de 500 millions d'EUR au maximum pourraient contribuer à la réalisation des priorités de l'UpM.

**Susciter un sentiment d'appropriation autour des initiatives de développement**

Le Secrétariat de l'UpM joue un rôle actif dans la définition des cadres régionaux et des stratégies sectorielles. En particulier, il conduit un processus visant à dégager un consensus avec les États membres de l'UpM afin de définir une feuille de route pour le Plan solaire méditerranéen qui devrait permettre la création, dans la région, d'une capacité supplémentaire de production d'énergie à partir de sources renouvelables d'environ 20 GW d'ici à 2020. Les ministres euro-méditerranéens de l'aménagement urbain l'ont également chargé de concevoir une stratégie pour un aménagement urbain durable des pays concernés.

La coopération entre la BEI et le Secrétariat de l'UpM a contribué à faire avancer des projets tels que l'usine de dessalement d'eau de mer de la bande de Gaza (en coopération avec la CE, la Banque mondiale et la Banque islamique de développement), ainsi que d'autres projets d'équipement et de services dans les domaines des plateformes logistiques, du transport ferroviaire et de la dépollution des eaux.

Le Secrétariat de l'Union pour la Méditerranée (ci-dessus) bénéficie d'un appui essentiel de la BEI-FEMIP pour intervenir dans des domaines prioritaires dans la région.

### Coopération avec la Banque islamique de développement

La BEI et la Banque islamique de développement ont réitéré leur détermination à coopérer par l'intermédiaire d'un protocole d'accord signé en 2012. Cette collaboration portera sur des projets concrets et sur de l'assistance technique en faveur du développement économique et social de la région. Ce partenariat avec la Banque islamique de développement est particulièrement important pour permettre la meilleure réalisation possible des objectifs du partenariat de Deauville, au moyen de la plateforme de coordination des IFI et du Fonds de transition pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord.

## Accord de partenariat avec l'agence espagnole de coopération internationale pour le développement

Cet accord de partenariat a permis le lancement d'une initiative espagnole destinée à soutenir le secteur privé au sud de la Méditerranée par l'intermédiaire de la BEI. La première phase de l'initiative porte sur le déploiement d'un montant pouvant aller jusqu'à 100 millions d'EUR sous la forme de co-investissements dans des opérations de capital-risque existantes ou nouvelles de la BEI-FEMIP. Parallèlement, 200 millions d'EUR ont été réservés pour financer le démarrage d'un nouvel instrument multipartenaire d'investissement pour le sud du bassin méditerranéen.

## Coopération avec les pouvoirs publics du Luxembourg afin de soutenir le développement de la microfinance en Tunisie via le programme MicroMED

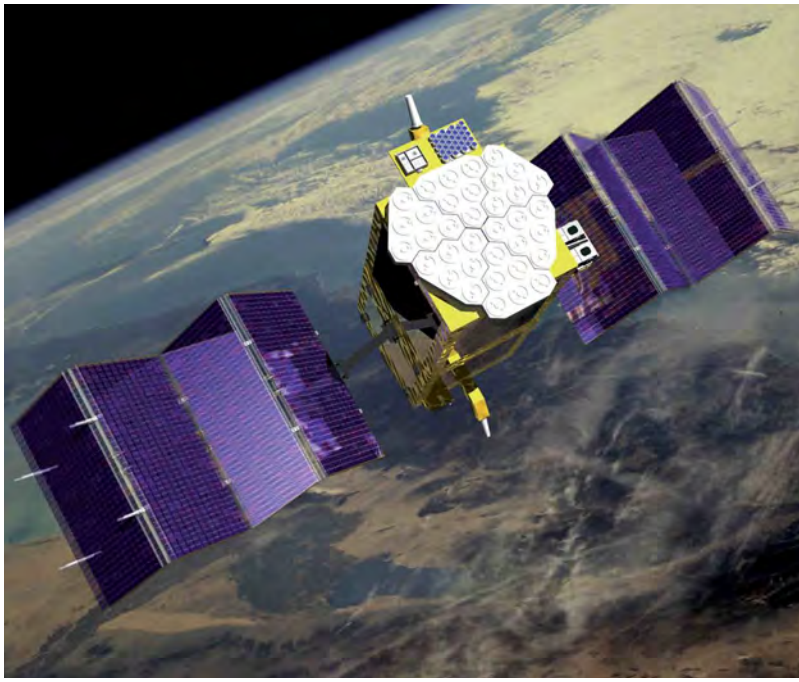
En 2012, à l'appel de l'administration tunisienne, la BEI et la direction de la coopération au développement du ministère des affaires étrangères luxembourgeois ont conclu un accord de coopération pour mettre en place un programme triennal de 4 millions d'EUR à l'appui du développement des activités de microfinance en Tunisie. Ce programme a pour but d'améliorer l'environnement réglementaire ainsi que la capacité des institutions de microfinance à développer leurs activités en conséquence. Il propose des activités de renforcement des capacités et de notation et prépare le terrain pour de futures opérations sous forme de prises de participation ou d'instruments de dette en Tunisie.

## Partenariat avec l'Agence spatiale européenne sur la mise au point de moyens innovants pour appuyer le développement de secteurs économiques clés

La BEI-FEMIP et l'Agence spatiale européenne (ESA), avec le soutien de la filière luxembourgeoise de la recherche et de l'innovation, ont lancé l'initiative « Space for Med » (Space for Mediterranean Countries), qui vise à tirer parti des technologies spatiales pour appuyer le développement de trois secteurs clés dans les pays partenaires méditerranéens : la gestion de l'eau, l'énergie et les énergies renouvelables et les transports et la logistique. L'initiative identifiera de nouveaux axes de développement dans ces secteurs pour appuyer la mise en œuvre de projets d'infrastructure concrets. Un exemple en est le développement de l'internet à large bande dans la région.

## La BEI-FEMIP vers une nouvelle génération de partenariats

Le désir de la BEI-FEMIP de renforcer le soutien international aux pays partenaires méditerranéens signifie que de nouveaux partenariats conçus spécifiquement pour la région doivent être mis en place. C'est pourquoi la BEI-FEMIP a appuyé l'action de la Commission européenne dans des secteurs spécifiques et a fait équipe avec l'Espagne et le Luxembourg pour soutenir les PME et la microfinance, ainsi qu'avec la Facilité arabe de financement des infrastructures pour stimuler les partenariats public-privé dans le bassin méditerranéen.



## Partenariat avec l'OCDE pour améliorer la gouvernance dans le secteur de l'eau dans le bassin méditerranéen

En 2012, la BEI-FEMIP et l'OCDE ont entamé des discussions dans le but de coopérer pour l'amélioration de la gouvernance dans la gestion du secteur de l'eau. Une palette d'instruments spécialisés fournis par la BEI et l'OCDE permettra d'engager un dialogue stratégique par pays. Les 43 pays membres de l'UpM ont fait de cette coopération une priorité. Elle concernera dans un premier temps la Tunisie et la Jordanie et devra aboutir à une utilisation plus efficace des ressources financières et à un accroissement des sources de financements privés mobilisables.

## Soutien au secteur privé dans l'ensemble des pays du sud et de l'est du bassin méditerranéen en collaboration avec l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale

Le printemps arabe a fait de l'aide à la démocratie un domaine prioritaire pour les organismes internationaux qui soutiennent les pays partenaires méditerranéens. La BEI-FEMIP et l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA) unissent leurs forces pour évaluer l'incidence que l'essor du secteur privé a déjà sur l'évolution socio-économique dans la région. Ils formuleront également des recommandations visant à stimuler le développement du secteur privé et contribueront à la réalisation de nouveaux objectifs de politique extérieure pour les PPM.

## Partenariat avec l'Agence internationale pour les énergies renouvelables pour encourager la production manufacturière liée aux énergies renouvelables dans les pays partenaires méditerranéens

Les pays partenaires méditerranéens sont confrontés à de formidables défis énergétiques. Parallèlement, la région est soumise à des pressions de plus en plus fortes pour lutter contre le chômage, en particulier chez les jeunes diplômés.

La BEI-FEMIP et l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) ont lancé une étude conjointe pour promouvoir l'activité manufacturière liée aux énergies renouvelables dans le bassin méditerranéen. Cette coopération vise à évaluer la capacité de la région à attirer des investissements étrangers à l'appui du développement des industries locales axées sur les énergies renouvelables. Dans cette perspective, la BEI et IRENA ont signé un accord de coopération le 16 janvier 2013 à Abou Dhabi.

## Coopération avec la Facilité arabe de financement des infrastructures sur le thème des PPP dans le bassin méditerranéen

Un partenariat a été lancé entre la BEI et l'AFFI à l'initiative de la Banque islamique de développement, de l'IFC et de la Banque mondiale. Dans ce contexte, le Fonds fiduciaire de la FEMIP a présenté un programme de PPP pour la région et a réservé 1 million d'USD pour soutenir des activités spécifiques du mécanisme d'assistance technique de l'AFFI.

## Coopération avec l'Organisation internationale du travail (OIT)

L'emploi et la création d'emplois sont deux des grandes priorités de l'action de la BEI-FEMIP dans la région.

La BEI et l'OIT collaborent pour analyser les retombées positives sur l'emploi des prêts de la Banque à l'appui de projets d'infrastructure dans les pays partenaires méditerranéens.

# Impact sur le développement

# Impact de la BEI-FEMIP
# sur le développement socio-économique

Lors de l'instruction des projets, la BEI-FEMIP accorde la priorité aux opérations à forte valeur ajoutée. À cette fin, elle veille à un équilibre entre les aspects économiques et financiers des projets et leur impact attendu sur le plan social et sur celui du développement. Au cours de l'année 2012, cet objectif a pris de plus en plus d'importance à la lumière des nouvelles priorités qui ont émergé dans le bassin méditerranéen à la suite du printemps arabe.

La BEI-FEMIP contribue à l'essor économique des pays partenaires méditerranéens par :

- la création d'emplois directs et indirects ;
- la promotion de secteurs d'activité décisifs pour le développement économique ;
- l'appui à l'émergence d'une nouvelle culture d'entreprise ;
- la simplification des échanges commerciaux ;
- la mise en place d'infrastructures de transport et la création d'un environnement propice à l'expansion du secteur privé ;
- la couverture des besoins en infrastructures dans le secteur de l'énergie et l'approvisionnement en électricité d'un bon rapport coût-efficacité pour répondre à la hausse de la demande et sécuriser l'offre ;
- le renforcement des capacités de commerce international et la stimulation du développement économique local ;
- l'accélération de l'essor des régions concernées ;
- l'aide aux entreprises visant une croissance et une expansion à long terme ;
- le soutien à l'intégration économique des régions intérieures plus isolées ;
- l'amélioration de l'accès au microcrédit.

Les pays partenaires méditerranéens doivent restaurer la confiance des citoyens en leur assurant de meilleures perspectives de stabilité socio-économique. Pour répondre à ces aspirations, il faut pouvoir compter sur une économie dynamique qui génère des emplois, tout en garantissant des infrastructures de transport bien aménagées, un approvisionnement sûr en énergie et en eau ainsi que des services de soins de santé et un système éducatif de qualité.

Au-delà de ces chiffres, la BEI-FEMIP s'efforce d'améliorer la qualité des projets qu'elle mène et, avant tout, d'accroître leurs incidences positives sur le développement économique et social des PPM.

## Des résultats mesurés
# pour mieux cibler l'impact de l'activité

Toutes les opérations réalisées au titre de mandats extérieurs dans les pays partenaires sont évaluées selon le Cadre de mesure des résultats (REM) entré en vigueur le 1er janvier 2012. Le REM renforce la stratégie de la BEI en matière d'évaluation, de mesure et de communication des résultats et des retombées de ses opérations. Grâce à cet outil spécifique, les incidences des activités de la Banque seront à l'avenir analysées dans le détail.

Ce cadre aide à améliorer l'évaluation en amont des résultats attendus des projets et, partant, la capacité de la Banque à rendre compte des résultats obtenus. Il contribue également à simplifier les exigences d'information concernant les opérations cofinancées, car il permet d'harmoniser les indicateurs de résultat avec ceux d'autres institutions financières internationales.

Sur les 16 projets approuvés dans les pays partenaires méditerranéens au cours de 2012, 13 ont déjà fait l'objet d'une évaluation complète selon les trois piliers que comporte la méthodologie du REM. Douze opérations ont rempli les critères les plus exigeants de la Banque et ont par conséquent reçu l'une des deux meilleures notes pour l'ensemble des trois piliers suivants :

| | |
|---|---|
| Premier pilier – Contribution aux objectifs du mandat de la BEI et aux priorités de l'UE | Évaluation de la cohérence du projet avec les objectifs du mandat de la BEI ainsi que de sa contribution à la mise en œuvre des priorités de l'UE et des objectifs de développement pour le pays. Ce volet va au-delà de l'analyse précédemment centrée sur l'admissibilité. |
| Deuxième pilier – Indicateurs de résultat | Représentation des résultats économiques, sociaux, environnementaux et institutionnels du projet, grâce à une série d'indicateurs sectoriels normalisés. Ce pilier permet de mesurer la solidité de l'opération, ainsi que la capacité du projet et de ses promoteurs à obtenir les résultats attendus. |
| Troisième pilier – Valeur ajoutée de la BEI | Évaluation de la valeur ajoutée apportée par l'intervention de la BEI par rapport aux autres solutions existant sur le marché pour ce qui est du produit financier, de l'aspect technique de l'opération, de sa structuration, de sa contribution sectorielle, ainsi que des normes et des assurances. |

## Santé Tunisie I – Soutien à la mise en place d'une infrastructure sociale

Ce projet concerne la modernisation de l'infrastructure et de l'équipement hospitaliers pour le diagnostic et le traitement dans 30 hôpitaux répartis sur l'ensemble du territoire tunisien en réponse au recours croissant aux services hospitaliers spécialisés dans le pays et à la priorité qu'accorde le ministère de la santé à la réduction de la mortalité infantile et maternelle. Il a bénéficié d'un prêt de 110 millions d'EUR accordé au ministère de la santé et au ministère de l'équipement, qui l'ont utilisé pour acquérir des équipements (80 millions d'EUR) et rénover les bâtiments des hôpitaux (30 millions d'EUR).

Le projet a coûté au total 224,5 millions d'EUR et l'État a contribué au financement à hauteur de 51 %.

### Résumé des résultats du projet – Santé Tunisie I

| Objet du projet | Résultats | Impact |
|---|---|---|
| Expansion et modernisation de 30 hôpitaux à Tunis et dans d'autres gouvernorats.<br>Mise à disposition de 230 machines d'hémodialyse par million d'habitants.<br>Mise à disposition de 12,4 scanners par million d'habitants.<br>Mise à disposition de 59 spécialistes pour 100 000 habitants.<br>373 auxiliaires paramédicaux pour 100 000 habitants. | 4 500 scanners réalisés par machine chaque année.<br>Hausse des dépenses de santé publique de 5,6 % du PIB (2003) à 6,2 % du PIB (2011).<br>Création de 4 000 nouveaux emplois dans le secteur de la santé. | Le projet a contribué à :<br>améliorer les normes des soins de santé ;<br>améliorer l'état sanitaire de la population ;<br>réduire le taux de mortalité maternelle et infantile. |

## Voiries prioritaires IV – Appui à l'infrastructure économique

L'objectif du projet était d'améliorer le réseau routier urbain en Tunisie pour répondre à un trafic très intense et à des embouteillages de plus en plus longs. Il consistait en la réalisation de 5 sous-projets dans le Grand Tunis et de 3 sous-projets sur des voies structurantes à proximité d'autres villes importantes. Ces sous-projets relatifs aux échangeurs, aux nouvelles voies et à l'élargissement de certaines routes dans le Grand Tunis ont permis d'améliorer plusieurs artères essentielles. Les trois autres sous-projets ont concerné la construction de déviations urbaines à Sahline, Ksar Hellal-Moknine et Médenine.

En réduisant les encombrements et en facilitant les flux de circulation, ce projet a présenté des avantages économiques, sociaux et environnementaux considérables pour le pays et a permis d'améliorer la sécurité routière.

### Résumé des résultats du projet – Voiries prioritaires IV

| Objet du projet | Résultats | Impact |
|---|---|---|
| Construction de 13 km de routes dans le Grand Tunis.<br>Reconstruction de 13,5 km d'échangeurs et de ponts.<br>Modernisation de 21,9 km de routes et amélioration de l'éclairage et du drainage.<br>Construction de 24,5 km de déviations autour de Sahline, Ksar Hellal-Moknine et Médenine. | Économies de temps de trajet équivalentes à 450 millions d'EUR par an (estimation).<br>Économies de temps pour les trajets quotidiens en heure de pointe d'une heure par jour (estimation).<br>Économies liées au coût d'exploitation des véhicules d'environ 93 millions d'EUR par an (estimation).<br>Baisse des émissions de $CO_2$, selon l'évaluation ex post des incidences sur l'environnement.<br>Victimes d'accidents de la route évitées : 18 par an (estimation).<br>Taux de rentabilité économique : 16 % (de 13 % à 28 % selon les sous-projets).<br>Création d'emplois équivalents à 2 100 années-personne au cours de la construction, et de 50 emplois permanents après achèvement. | Amélioration des conditions de circulation et réduction des encombrements.<br>Amélioration des flux de circulation et de la connectivité entre les quatre districts de Tunis.<br>Amélioration de l'environnement économique.<br>Amélioration des conditions de vie pour la population du Grand Tunis.<br>Intégration régionale : amélioration des liens avec l'Algérie et la Libye voisines. |

## Assurer le suivi de l'exécution des projets en améliore les résultats – La BEI fait avancer les choses !

La BEI assure le suivi des projets qu'elle finance tout au long de leur cycle de vie, de l'instruction à l'achèvement. Ce suivi est assuré par les experts sectoriels de la Banque, qui contrôlent tous les aspects relatifs à la réalisation du projet. Les enseignements tirés du suivi des projets après la signature des prêts offrent l'occasion d'améliorer encore davantage la qualité du portefeuille de projets de la Banque dans les régions où elle opère. Le contrôle et l'analyse détaillés post-achèvement évaluent notamment la qualité du projet lui-même, la pertinence de l'intervention de la BEI, ainsi que la contribution du projet à la réalisation des objectifs régionaux ou nationaux de développement.

En 2012, 12 projets achevés dans quatre pays de la BEI-FEMIP (Algérie, Égypte, Maroc et Tunisie) ont fait l'objet d'un examen post-achèvement. Ces projets couvrent tous les principaux secteurs et soutiennent le développement économique et social des pays partenaires méditerranéens. Les projets achevés ayant fait l'objet de cet examen concernaient les secteurs suivants : transport (3), énergie-électricité (3), eau (2), production manufacturière (2), construction (1) et prêt global (1).

# Projets et secteurs d'investissement

## Énergie

La forte hausse de la demande énergétique, notamment d'électricité, devrait encore s'accentuer au cours des prochaines années, en raison de la croissance économique et démographique.

La promotion des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique et de la sûreté de l'approvisionnement en énergie est une priorité pour la BEI-FEMIP, qui coordonne sa contribution au financement du Plan solaire mediterranéen avec la Commission européenne et le Secrétariat de l'Union pour la Méditerranée.

En 2012, la BEI a lancé une consultation publique dans le cadre de la révision de sa politique de prêt à l'appui du secteur de l'énergie. Cette révision doit permettre de recueillir les avis et commentaires de parties prenantes multiples qui interviennent dans le secteur de l'énergie ; elle devrait s'achever d'ici à l'été 2013.

Depuis 2002, la BEI-FEMIP a affecté 5,4 milliards d'EUR au secteur de l'énergie.

### Liban

**Liban : développement du secteur privé par l'intermédiaire d'investissements à l'appui de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables**

Prêt global « Lebanon Energy Efficiency & Renewables »

Montant du prêt : 50 millions d'EUR

Un prêt de la BEI de 50 millions d'EUR financera des investissements réalisés par des entreprises privées dans les secteurs de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables. Les fonds de la BEI seront acheminés par la banque centrale libanaise.

Le projet contribuera à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et au renforcement de la sûreté de l'approvisionnement énergétique.

## Maroc

### Modernisation du réseau électrique du Maroc

**ONEE Réseaux électriques III**

**Montant du prêt : 180 millions d'EUR**

Un prêt de la BEI de 180 millions d'EUR accordé à l'Office national de l'électricité financera l'agrandissement de centrales hydroélectriques et l'installation d'un système de gestion à distance dans des centrales hydroélectriques existantes.

Le projet porte sur un programme d'investissement à composantes multiples couvrant la période 2012-2015 et destiné à renforcer et à étendre le réseau de transport d'électricité au Maroc. Il compte 32 aménagements – de 400 kV à 60 kV – répartis dans tout le pays et, notamment, la construction ou la modernisation de quelque 1 300 km de lignes aériennes et l'installation de 6 400 MVA de capacité de transformation et 150 baies de sous-stations.

### Soutien à la production d'énergie solaire

**Centrale solaire de Ouarzazate**

**Montant du prêt : 100 millions d'EUR**

Un prêt de la BEI de 100 millions d'EUR appuiera la construction du complexe solaire de 500 MW de Ouarzazate. Ce projet correspond au premier volet d'un programme plus vaste et devrait comprendre une centrale héliothermique dotée d'une capacité de production allant de 125 MW à 160 MW, avec un stockage thermique minimum d'environ 450 MWh.

La BEI a été le chef de file des institutions financières européennes dans le cadre de ce projet, qui a également bénéficié de prêts de l'AFD et de la KfW ainsi que d'une aide non remboursable de 30 millions d'EUR de l'Union européenne au titre de la FIV.

Le projet s'inscrit dans le cadre du Plan solaire marocain qui vise à encourager la production et l'utilisation d'énergies renouvelables dans le pays. À l'achèvement de cette seule première phase du Plan solaire, la centrale produira suffisamment d'électricité pour alimenter une ville de 250 000 habitants.
Le projet permettra d'éviter l'émission de 110 000 tonnes de dioxyde de carbone par an et de mettre en place une source d'énergie renouvelable tout en augmentant la sûreté énergétique du Maroc. Il créera en outre des emplois et contribuera à l'émergence d'une industrie solaire intégrée localement.

## Israël

### Mise en place de transports publics respectueux de l'environnement et soutien à l'innovation

**Better Place Electric Vehicle Service**

**Montant du prêt : 10,8 millions d'EUR**

La Banque a accordé à Better Place en Israël un prêt de 10,8 millions d'EUR pour le financement de la recherche-développement relative à un programme de services pour véhicules électriques qui sera réalisé au Danemark. Cela inclut le déploiement d'un réseau d'équipements et de services permettant de recharger et d'échanger des batteries pour véhicules électriques, ainsi que la fourniture de services connexes aux conducteurs des véhicules et l'aide aux compagnies d'électricité en matière de gestion du réseau intelligent.

Ce projet vise à encourager la protection de l'environnement, le développement des communautés durables, l'économie de la connaissance et la mise en œuvre des politiques extérieures de l'UE dans les pays voisins.

### Production d'électricité rentable

**Combined Cycle Gas Turbine for Israel Chemicals LTD IPP**

**Montant du prêt : 100 millions d'EUR**

La BEI a prêté 100 millions d'EUR pour la construction d'une centrale électrique équipée de turbines à gaz à cycle combiné (TGCC), destinée à l'usage exclusif de la société Israel Chemicals Ltd (ICL). Cette centrale, alimentée au gaz naturel, sera installée en Israël sur le site d'ICL dans la partie sud de la mer Morte.

Ce projet réduira les coûts énergétiques pour la société tout en ayant des incidences positives sur l'empreinte carbone du pays.

# Transports

La mise en place de réseaux de transport intégrés et efficaces dans les pays partenaires méditerranéens et entre ces pays est une condition nécessaire au développement économique durable de la région. La Banque travaille en très étroite collaboration avec la Commission européenne pour soutenir des projets d'infrastructures socio-économiques présentant une dimension régionale importante.

Depuis 2002, la Banque a accordé 3 milliards d'EUR en faveur des transports routier, maritime, urbain et ferroviaire dans la région.

## Égypte

### Extension du réseau de métro du Caire

Ligne 3 du métro du Caire (phase 3)

Montant du prêt : 200 millions d'EUR

La BEI a apporté 200 millions d'EUR (sur les 600 millions d'EUR approuvés par la Banque en 2012) pour le prolongement de la ligne 3 du métro du Caire sur 17 km visant à desservir les principaux corridors de transport de l'agglomération urbaine de la capitale égyptienne.

Le projet s'inscrit dans le cadre du schéma directeur pour les transports dans l'agglomération du Caire. Il devrait permettre de renforcer considérablement le réseau des transports publics dans cette zone et favoriser ainsi un transfert modal positif de la voiture particulière vers les transports publics. Il contribuera dès lors à une réduction des encombrements de la circulation et des problèmes environnementaux y associés et, par conséquent, à une atténuation des changements climatiques.

## Liban

### Amélioration du réseau routier interurbain

**Lebanese Highways II**

**Montant du prêt : 75 millions d'EUR**

La BEI a accordé un prêt de 75 millions d'EUR au Conseil de développement et de reconstruction (CDR) agissant pour le compte de l'État libanais pour financer la remise en état et l'élargissement à trois voies plus une bande d'arrêt d'urgence d'un tronçon de l'autoroute entre Nahr-El-Kalb et Tabarja. Le projet comprend également la construction de deux grands échangeurs supplémentaires à Beyrouth (Galerie Semaan et El-Mawared).

Ce projet proposé de remise à niveau et d'élargissement permettrait d'améliorer les conditions de transport pour la population de plusieurs villages en augmentant la capacité du corridor qui relie Beyrouth à Tripoli.

## Maroc

### Amélioration des routes rurales

**Routes rurales IV**

**Montant du prêt : 100 millions d'EUR**

Un prêt de la BEI-FEMIP de 100 millions d'EUR pour la Caisse pour le financement routier (CFR) permettra de financer la phase finale du deuxième programme national des routes rurales (PNRR-2) du Maroc.

La construction ou l'aménagement de 15 500 km de routes rurales permettront de désenclaver près de trois millions d'habitants des zones rurales, l'objectif étant d'atteindre un taux d'accessibilité de la population rurale au réseau routier de l'ordre de 80 %, contre 54 % avant le lancement du projet.

### Renforcement de l'intégration interrégionale

**Autoroute El Jadida-Safi**

**Montant du prêt : 240 millions d'EUR**

La BEI a consenti un prêt de 240 millions d'EUR pour le financement d'une nouvelle autoroute entre El Jadida et Safi, un tronçon essentiel du réseau autoroutier marocain.

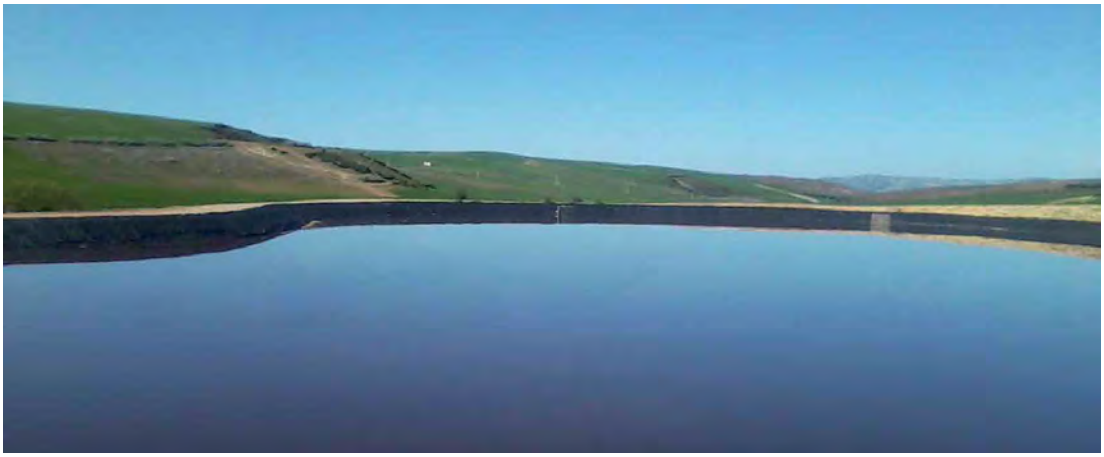
En reliant la région de Doukkalah-Abda aux régions voisines, l'autoroute fournira un meilleur service logistique aux plateformes industrielles des ports de Safi et El Jadida tout en améliorant l'accessibilité des villes d'Essaouira et Agadir.

# Eau et environnement

Les déchets ménagers, les eaux urbaines résiduaires et les polluants industriels représentent 80 % de la pollution de la mer Méditerranée. Au sud et à l'est de la Méditerranée, 60 % des agglomérations de plus de 100 000 habitants déversent encore directement leurs eaux usées dans la mer.

La BEI participe très activement à l'initiative « Horizon 2020 » de la Commission européenne, qui vise notamment à décontaminer la Méditerranée d'ici à 2020 en s'attaquant aux sources de pollution, en partenariat avec l'Union pour la Méditerranée.

Depuis 2002, la BEI-FEMIP a affecté plus de 1,4 milliard d'EUR au secteur de l'eau dans le bassin méditerranéen.



## Maroc

### Mise à niveau de la gestion des eaux usées

**Projet: Programme national d'assainissement**

**Montant du prêt : 20 millions d'EUR**

La BEI a prêté 20 millions d'EUR à l'Office national de l'électricité et de l'eau potable (ONEEP) pour la réhabilitation et l'extension de l'infrastructure d'assainissement dans 29 centres urbains du Royaume du Maroc. Ce projet s'inscrit dans le cadre du Programme national d'assainissement approuvé par l'État marocain en 2005..

L'objectif du programme est d'augmenter les taux de collecte et d'épuration dans les moyennes et petites communes, en conformité avec les objectifs du Programme national d'assainissement (taux de raccordement aux réseaux d'assainissement de 80 % dans les zones urbaines et taux de traitement des eaux collectées de 60 % d'ici à 2020).

# Développement urbain

Des projets durables et intégrés de rénovation urbaine dans les pays partenaires méditerranéens sont essentiels pour le développement durable des villes de la région.

L'une des principales évolutions suscitées par le printemps arabe est l'intensification du soutien de la BEI-FEMIP en matière de logement social, de développement local et d'infrastructures rurales, en concertation avec la Commission européenne dans le cadre de son programme d'assistance dans ces secteurs.

Depuis 2002, la Banque a prêté 232 millions d'EUR à l'appui de l'aménagement urbain dans la région.

## Égypte

### Contribution au développement social et local

**Projet: Programme de développement local**

**Montant du prêt : 45 millions d'EUR**

Un prêt de la BEI de 45 millions d'EUR à l'appui du programme de développement local aidera à financer, principalement dans les zones urbaines, des projets ayant trait notamment aux équipements sociaux et collectifs, aux infrastructures de base, à la rénovation de logements, ainsi qu'au développement des micro-entreprises et des PME..

Le programme vise à mettre en place des collectivités plus durables pour améliorer les conditions de vie et promouvoir la création d'emplois au bénéfice des populations défavorisées.

## Tunisie

### Remise à niveau et modernisation des infrastructures publiques

**Projet: Réhabilitation urbaine en Tunisie**

**Montant du prêt : 70 millions d'EUR**

Un prêt BEI de 70 millions d'EUR, permettra la réhabilitation et la modernisation des équipements publics dans 119 zones urbaines défavorisées dans les 24 gouvernorats du pays. Une enveloppe d'assistance technique de 2 millions d'EUR aidera le promoteur (l'Agence de réhabilitation et de rénovation urbaine) à gérer et mener à bien ce projet. Celui-ci est également cofinancé par l'Agence française de développement et a reçu une aide non remboursable de 33 millions d'EUR de la Commission européenne au titre de son programme SPRING.

Le projet favorisera l'emploi pendant et après la période de réhabilitation, mais aussi l'efficacité énergétique des bâtiments et une gestion active des déchets.

# Industrie et services

La croissance dans le secteur industriel est le moteur de la création d'emplois pour la population jeune et qualifiée, tandis que les investissements favorisent une production de grande qualité respectant les normes environnementales et commerciales internationales.

Depuis 2002, la BEI-FEMIP a affecté 1,8 milliard d'EUR au développement de l'industrie, notamment des entreprises pharmaceutiques, chimiques et de la construction.

## Maroc

### Modernisation des pratiques agricoles avec réduction de la consommation d'eau

Projet : Plan Maroc vert

Montant du prêt : 42,5 millions d'EUR

Un prêt de la BEI de 42,5 millions d'EUR contribue à la mise en place de pratiques agricoles modernes tout en garantissant une gestion efficace et durable des ressources en eau.

Le projet contribuera à la création d'une agriculture moderne à forte valeur ajoutée et permettra d'accroître la diversité des cultures et les rendements. Il a pour but de concevoir des solutions d'irrigation durable permettant de réduire les quantités d'eau actuellement utilisées de 20 % à 50 % ainsi que les déficits enregistrés par le réseau public d'irrigation. Près de 8 000 petits exploitants agricoles bénéficieront de cette opération dans les régions de Gharb-Kenitra, d'Haouz-Marrakech et de Souss-Massa-Agadir.

### Appui au développement industriel

Projet : Renault Tanger avec financement intermédié

Montant du prêt : 73,5 millions d'EUR (deux projets signés, l'un de 31,5 millions d'EUR et l'autre de 42 millions d'EUR).

La BEI a fourni 31,5 millions d'EUR et 42 millions d'EUR à la Banque marocaine du commerce extérieur et ATTIJARI WAFA Bank pour financer les investissements du constructeur automobile Renault dans une nouvelle usine de production située dans la zone franche de Melloussa, à 30 km du port de Tanger. Les investissements soutenus portent sur les travaux de conception et de génie civil et l'acquisition des équipements et de l'outillage pour la nouvelle usine, ainsi que sur la construction d'un bâtiment administratif dans le terminal qu'occupera Renault dans le port de Tanger Med.

Le projet vise à mettre sur pied une unité de production des nouveaux modèles de la marque à bas coût du promoteur. Comme il s'agit d'un prêt intermédié, l'intervention de la Banque vise également à soutenir les institutions financières locales qui se sont engagées à financer ce projet.

## Promotion de l'innovation au Maroc

### Projet : Technopôles Maroc

### Montant du prêt : 100 millions d'EUR

La Banque a accordé un prêt de 100 millions d'EUR pour la construction de sept parcs technologiques (Atlantic Free Zone à Kénitra, Haliopolis Park à Agadir, MidParc à Nouasser, Oujda Technopôle, Technopolis Park à Rabat-Salé, Agropolis à Meknès, Agropôle à Berkane) par MEDZ, une filiale de Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG) Développement. Ces installations innovantes sont conçues pour fournir des équipements et des services de niveau international.

Ces technopôles favoriseront l'intégration des entreprises marocaines dans l'économie mondiale ainsi que l'innovation et la compétitivité grâce à la prise en compte de leurs besoins en matière de formation et de R-D.

## Soutien au développement de l'industrie marocaine

### Projet : Groupe OCP (Office chérifien des phosphates) – Modernisation

### Montant du prêt : 130 millions d'EUR

Le prêt de la BEI de 130 millions d'EUR finance la modernisation des installations de l'Office chérifien des phosphates SA. Le projet est centré sur la mise à niveau des installations et des outils existants pour des raisons de vétusté, de performance et surtout d'exigences environnementales, et sur l'augmentation de la capacité de production du phosphate, grâce notamment à des usines d'enrichissement permettant de valoriser le phosphate pauvre.

Ce prêt s'inscrit dans la stratégie du groupe visant à diversifier et à optimiser ses sources de financement dans le but d'accroître sa compétitivité.

## Soutien au tourisme et à l'économie locale

### Projet : Yasmina Club Med Hotel Rehabilitation

### Montant du prêt : 13,68 millions d'EUR

La Banque a accordé un prêt de 13,6 millions d'EUR pour la modernisation et la mise à niveau de l'hôtel du Club Méditerranée situé dans la région de Cabo Negro, à 70 km de Tanger et à 17 km de Tétouan.

Ce projet fait partie d'un programme stratégique de développement plus vaste que Club Med met aujourd'hui en œuvre au Maroc. Il comporte une hausse de la capacité d'hébergement de 50 %.

# Lignes de crédit en faveur des PME

Le développement des banques locales dans les pays partenaires méditerranéens a toujours été une priorité pour la BEI-FEMIP, conformément aux objectifs de l'UE en matière d'appui au secteur privé.

Depuis sa création en 2002, la BEI-FEMIP a ouvert des lignes de crédit en faveur de banques locales pour un montant total de plus de 1,37 milliard d'EUR, en vue de soutenir des projets du secteur privé dans le bassin méditerranéen.

## Liban

### Renforcement des PME au Liban

**Projet : Private Sector Facilities III**

**Montant du prêt : 15 millions d'EUR**

La Banque a fourni 15 millions d'EUR sous forme de lignes de crédit à trois banques privées libanaises pour le financement de projets réalisés par des PME dans les secteurs productifs de l'économie locale.

Le principal objectif du projet est d'accroître la disponibilité de ressources à long terme pour permettre à une vaste palette de bénéficiaires finals de financer des projets d'investissements de petite et moyenne dimension dans un certain nombre de secteurs admissibles.

## Tunisie

### Lutte contre le chômage par le soutien aux PME en Tunisie

**Projet : Prêt global Tunisie VI (Tunisie)**

**Montant du prêt : 100 millions d'EUR**

Cette nouvelle ligne de crédit de 100 millions d'EUR a pour objectif de continuer à permettre, via des intermédiaires financiers sélectionnés, l'octroi de financements à long terme pour de nouveaux investissements et pour des projets d'extension, de modernisation ou de réhabilitation du secteur privé dans l'ensemble des secteurs industriels et des services. Elle permettra également le financement de projets d'investissement du secteur privé ciblant l'efficacité énergétique.

Ce prêt global a pour objectif de favoriser une économie de marché plus diversifiée et de soutenir l'émergence et le développement des PME tunisiennes afin de contribuer au redressement de l'économie tunisienne et à la lutte contre le chômage.

# Capitaux à risques

Outre des prêts à long terme, la BEI-FEMIP apporte des fonds propres ou quasi-fonds propres directs ou indirects à des entreprises privées. Elle favorise ainsi l'infrastructure financière locale, le développement du secteur privé (en particulier des PME) et la création d'emplois dans les pays partenaires méditerranéens. La BEI propose également d'autres instruments de financement pour répondre aux besoins d'investissements locaux, en particulier à ceux des institutions de microfinance.

Grâce aux fonds mis à disposition par la Commission européenne, qui s'ajoutent aux fonds apportés par le Royaume d'Espagne, la Banque continue à jouer un rôle de pionnier en matière d'aide au développement du secteur privé dans les pays partenaires méditerranéens, conformément à ses mandats.

Au total, depuis 2002, la Banque a signé plus de 673 millions d'EUR pour des opérations de prise de participation et de microfinance sur capitaux à risque.

## Jordanie

### Accompagnement des PME en Jordanie

Projet : Jordan Capital for Growth Fund

Montant du prêt : 5 millions d'EUR

La Banque a pris une participation de 5 millions d'EUR sur les ressources du Fonds fiduciaire de la FEMIP dans le Jordan Growth Capital Fund, le premier fonds de capital-risque en Jordanie à être axé sur les PME jordaniennes.

Ce fonds de capital-investissement ne cible pas de secteur en particulier et sa nouvelle équipe se consacre tout spécialement aux investissements dans des PME jordaniennes à fort potentiel. Il devrait jouer un rôle essentiel pour encourager les fonds internationaux de capital-risque à investir dans des PME jordaniennes et pour attirer des investissements directs étrangers.

Ce fonds est le résultat de plus de deux ans d'étroite coopération entre la BEI et l'Association jordanienne de développement des entreprises (JEDCO) en vue de favoriser le développement du secteur du capital-risque en Jordanie.

### Soutien aux PME des secteurs des technologies, des médias et des télécommunications (TMT)

Projet : Badia Impact Fund

Montant du prêt : 4 millions d'EUR

La BEI a signé une prise de participation de 4 millions d'EUR au maximum, sur les ressources de l'Instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP), dans Badia Impact Fund, un fonds de capital-risque de type fermé qui sera géré par une nouvelle équipe épaulée par une société jordanienne solidement établie spécialisée dans le capital-risque.

Ce fonds cherche à investir du capital d'amorçage, de démarrage et d'expansion dans des petites et moyennes entreprises (PME) en phase de démarrage et de croissance opérant dans le secteur des technologies, des médias et des télécommunications (TMT) et basées principalement en Jordanie ou dans l'un des pays partenaires méditerranéens. Cette opération permet d'appuyer les investissements de capital-risque, essentiels pour fournir des fonds propres et des quasi-fonds propres à long terme à l'économie réelle, mais également pour apporter une valeur ajoutée stratégique et opérationnelle à long terme aux jeunes entreprises bénéficiaires.

## Maroc

### Coup de pouce pour l'accès des PME aux financements

**Projet : Fonds PME Croissance**

**Montant du prêt : 5 millions d'EUR**

La BEI a signé un engagement de 5 millions d'EUR sur les ressources de l'IEVP auprès du Fonds PME Croissance, un fonds marocain de capital-investissement à vocation généraliste (tous secteurs) qui investira dans des PME marocaines en phase de développement ou de succession – opérations de rachat motivées par l'absence de successeur au chef d'entreprise.

Le Fonds s'adressera principalement aux entreprises de petite dimension, pour lesquelles l'apport de capitaux est crucial. S'il existe des capitaux de développement au Maroc, le financement des transmissions d'entreprises apparaît comme un concept relativement récent, en particulier lorsqu'il s'agit de petites entreprises.

Le Fonds est un partenariat public-privé, lancé en coopération avec le ministère marocain du commerce et de l'industrie, qui investit par l'intermédiaire de la Caisse centrale de garantie marocaine.

## Opération régionale – Afrique du Nord

### Appui au développement des PME dans les PPM

**Projet: Fund for the Mediterranean Region II**

**Montant du prêt : 10 millions d'EUR**

La BEI-FEMIP a pris une participation de 10 millions d'EUR sur les ressources de l'IEVP dans un fonds de capital-investissement multisectoriel à capital fixe ayant pour objet d'investir du capital de croissance dans des PME établies au Maghreb.

L'objectif du fonds est de générer des rendements en apportant des ressources et de la valeur ajoutée à des PME de secteurs très divers basées au Maroc, en Algérie et en Tunisie, qui sont à la recherche de capitaux pour étendre leurs activités, pénétrer de nouveaux marchés et (ou) financer une importante acquisition, et qui ont le potentiel nécessaire pour devenir des chefs de file à l'échelle régionale.

Par cette opération, la Banque réitère son soutien à l'équipe assurant la gestion du fonds, qui a récemment acquis son indépendance grâce à l'expérience réussie avec son premier fonds soutenu par la BEI.

# Organisation **et personnel**

## Organigramme du département FEMIP de la BEI

Directrice – Facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat (FEMIP)
**Flavia PALANZA**



Division Maghreb
**Alain NADEAU**

Division Proche-Orient
**Javier GUTIÉRREZ DEGENEVE**

Division Instruments de fonds propres et microfinance
**Angus MACRAE**

Division Fonds fiduciaires et développement de l'activité dans les pays du voisinage
**Ioannis KALTSAS**

Bureau de Tunis
**Robert FEIGE**

Bureau du Caire
**Tom ANDERSEN**

Bureau de Rabat
**Guido PRUD'HOMME**

Unité d'assistance technique
**Stefan KERPEN**

# L'équipe
# BEI-FEMIP

Le département FEMIP de la BEI gère les opérations dans les pays partenaires méditerranéens et dépend de la direction de la Banque chargée des opérations en dehors de l'Union européenne et des pays candidats.

L'équipe du bureau du Caire

L'équipe du bureau de Rabat

L'équipe du bureau de Tunis

Le département FEMIP de la BEI a un effectif de 61 personnes. Il s'organise en deux divisions géographiques qui couvrent le Maghreb et le Proche-Orient, et compte trois bureaux extérieurs.

Une division transversale qui s'occupe des opérations de capital-investissement et de microfinance couvre les pays de la FEMIP et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.

Une autre division transversale est chargée des fonds fiduciaires et du développement de l'activité dans les pays du voisinage.

L'unité d'assistance technique soutient les opérations du département.

Le département travaille en très étroite collaboration avec la division chargée du suivi, la direction des projets et la direction Gestion et restructuration des transactions.

## Le réseau BEI-FEMIP

Les trois bureaux locaux de la BEI-FEMIP situés au Caire, à Rabat et à Tunis jouent un rôle déterminant. Ils facilitent l'identification de nouveaux projets potentiels ainsi que la mise en œuvre des activités de suivi et d'assistance technique, sans oublier leur travail de coordination avec les pouvoirs publics, les entrepreneurs, les banques commerciales et les associations professionnelles sur place.

Afin d'affermir son appui au Secrétariat de l'Union pour la Méditerranée et au Centre de Marseille pour l'intégration en Méditerranée, la BEI consacre des ressources en personnel au renforcement des activités des deux organisations.

# Le programme de stages : un tremplin pour les jeunes talents méditerranéens

Le programme de stages de la BEI-FEMIP est destiné à renforcer les capacités humaines dans les pays partenaires méditerranéens en offrant à de jeunes diplômés ressortissants de ces pays la possibilité d'acquérir une expérience professionnelle dans un environnement international multiculturel.

À la fin de 2012, 66 jeunes professionnels avaient bénéficié du programme de stages depuis sa création en 2007. Ce programme est financé par le Fonds fiduciaire de la FEMIP.

Les stagiaires travaillant à la BEI-FEMIP apportent leur savoir-faire et leur connaissance du bassin méditerranéen. En retour, grâce à ce programme, ils ont la possibilité d'engranger une expérience précieuse qui leur ouvre de nouvelles perspectives.

## Stagiaires actuellement à la BEI-FEMIP

| | Pays | Nom | Âge | Formation | Langues | Département | Ambitions futures (carrière professionnelle, études) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Turquie | Emre Karabekiroğullari | 27 | MBA | Turc, anglais | Capital-investissement et microfinance | Travailler dans des fonds de capital-investissement |
| 2 | Maroc | Basma Aoufi | 24 | Master en finances et stratégie | Arabe, français, anglais | FEMIP, division Maghreb | Travailler dans le domaine de la banque d'investissement et s'inscrire au programme du CFA |
| 3 | Syrie | Boulos Chahine | 31 | Master en hautes études européennes | Arabe, français, anglais, italien | Direction des projets | Faire carrière dans la recherche-développement au sein d'une organisation internationale |
| 4 | Maroc | Rahmoun Fatima Zohra | 31 | MBA | Arabe, français, anglais | EPEC | Faire carrière en tant que conseiller financier pour les PPP et obtenir un doctorat sur les PPP |
| 5 | Maroc | Ghizlane Reida | 28 | Prépare un doctorat en économie et banque | Arabe, français, anglais | Unité centrale chargée des affectations | Faire carrière dans une banque ou un fonds d'investissement |
| 6 | Turquie | Defne Gönenç | 25 | Master de philosophie des relations internationales | Turc, anglais, français | Direction des projets | Doctorat en développement international |
| 7 | Égypte | Ibrahim Abdel-Ati | 32 | Master en études africaines, master en économie du développement international | Arabe, anglais, français, allemand, espagnol | Division Politique générale et gestion du portefeuille ACP-FI | Acquérir plus d'expérience professionnelle dans les études africaines et le développement international |
| 8 | Turquie | Ögedey Kiziltan | 25 | Master en relations internationales | Turc, anglais, français | Politique générale et fonds fiduciaires de la FEMIP | Travailler dans une organisation internationale |
| 9 | Maroc | Houssam Jedda | 24 | Master en études du développement | Arabe, français, anglais | Ingénierie financière et services de conseil – Trésorerie | Travailler pour une organisation internationale qui agit dans le domaine du développement économique de l'Afrique du Nord ou travailler dans la recherche et les politiques économiques |

# Annexes


**61** 1. Liste des opérations signées entre le 1er octobre 2012 et le 31 décembre 2012

**66** 2. Liste des opérations approuvées au titre du Fonds d'assistance technique de la BEI-FEMIP à fin décembre 2012

**70** 3. Liste des opérations approuvées au titre du Fonds fiduciaire de la FEMIP

**72** 4. Glossaire des termes, acronymes et abréviations

# 1. Liste des opérations signées entre le 1er octobre 2002 et le 31 décembre 2012

Le Fonds d'assistance technique de la FEMIP est opérationnel depuis le second semestre de 2003.

| Opérations signées entre le 1er octobre 2002 et la fin de 2002 | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Pays | Région | Nom du projet | Montant signé en millions d'EUR | Secteur public ou privé | Nature de l'opération | Secteur | AT FEMIP | Bonif. d'intérêts |
| Algérie | Maghreb | Algerian Cement Company | 66,00 | Privé | Prêt et capital-investiss. | Industrie | | |
| Maroc | Maghreb | ONE – Interconnexions II | 120,00 | Public | Prêt | Énergie | | |
| Maroc | Maghreb | ONEP IV – Protection de l'environnement | 16,00 | Public | Prêt | Environnement | | X |
| Tunisie | Maghreb | Autoroute du sud | 77,50 | Public | Prêt | Transports et autres infrastructures | | |
| Égypte | Proche-Orient | Egyptian direct investment fund | 5,90 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Total | | | 285,40 | | | | 0 | 1 |

| Opérations signées en 2003 | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Pays | Région | Nom du projet | Montant signé en millions d'EUR | Secteur public ou privé | Nature de l'opération | Secteur | AT FEMIP | Bonif. d'intérêts |
| Algérie | Maghreb | Reconstruction après tremblement de terre | 46,0 | Public | Prêt | Transports et autres infrastructures | X | |
| Maroc | Maghreb | Autoroutes du Maroc IV | 110,00 | Public | Prêt | Transports et autres infrastructures | | |
| Maroc | Maghreb | Assainissement villes marocaines – Oujda | 30,00 | Public | Prêt | Environnement | X | X |
| Maroc | Maghreb | Formation professionnelle Maroc | 30,00 | Public | Prêt | Capital humain | | |
| Maroc | Maghreb | Ports du Maroc II | 4,00 | Public | Prêt | Transports et autres infrastructures | | |
| Maroc | Maghreb | Associations de microcrédit | 10,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Tunisie | Maghreb | Entreprises tunisiennes PG III | 137,00 | Privé | Prêt | Secteur financier | | |
| Tunisie | Maghreb | Santé Tunisie | 110,00 | Public | Prêt | Capital humain | | |
| Tunisie | Maghreb | STEG – Gaz Tunisie | 51,00 | Public | Prêt | Énergie | | |
| Tunisie | Maghreb | STT Métro léger de Tunis II | 45,00 | Public | Prêt | Transports et autres infrastructures | | |
| Tunisie | Maghreb | Tunisacier Steelworks | 29,00 | Privé | Prêt | Industrie | | |
| Égypte | Proche-Orient | Idku LNG Plant – Article 18 facility | 304,50 | Privé | Prêt | Énergie | | |
| Égypte | Proche-Orient | Nubariya combined cycle power plant II | 150,00 | Public | Prêt | Énergie | | |
| Égypte | Proche-Orient | Regina for Food Industries | 0,60 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Jordanie | Proche-Orient | Jordan education | 39,70 | Public | Prêt | Capital humain | | |
| Jordanie | Proche-Orient | Amman ring road | 26,20 | Public | Prêt | Transports et autres infrastructures | X | |
| Syrie | Proche-Orient | Port of Tartous | 35,40 | Public | Prêt | Transports et autres infrastructures | X | |
| Syrie | Proche-Orient | SME Fund | 27,40 | Privé | Prêt | Secteur financier | X | |
| Opération régionale | Opération régionale | Averroès Finance | 3,50 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Total | | | 1 189,30 | | | | 5 | 1 |

| Opérations signées en 2004 | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Pays | Région | Nom du projet | Montant signé en millions d'EUR | Secteur public ou privé | Nature de l'opération | Secteur | AT FEMIP | Bonif. d'intérêts |
| Algérie | Maghreb | Algerian cement company – Phase II | 12,50 | Privé | Prêt | Industrie | | |
| Maroc | Maghreb | ONE – Parc éolien de Tanger | 80,00 | Public | Prêt | Énergie | | |
| Maroc | Maghreb | Infrastructures logement social | 71,00 | Public | Prêt | Transports et autres infrastructures | X | |
| Maroc | Maghreb | ONE – Dépollution centrale Mohammedia | 40,00 | Public | Prêt | Environnement | X | X |
| Maroc | Maghreb | Assainissement villes moyennes (Safi) | 20,00 | Public | Prêt | Environnement | X | X |
| Maroc | Maghreb | Associations de microcrédit II | 10,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Maroc | Maghreb | Weldom Maroc | 0,50 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Tunisie | Maghreb | Voiries prioritaires III | 65,00 | Public | Prêt | Transports et autres infrastructures | | |

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Tunisie | Maghreb | Voiries prioritaires IV | 40,00 | Public | Prêt | Transports et autres infrastructures | | |
| Tunisie | Maghreb | Assainissement du site de Taparura | 34,00 | Public | Prêt | Environnement | X | |
| Tunisie | Maghreb | Prêt Global CPSCL | 25,00 | Privé | Prêt | Secteur financier | | |
| Tunisie | Maghreb | SNCFT IV | 20,00 | Public | Prêt | Transports et autres infrastructures | | |
| Égypte | Proche-Orient | Egyptair II | 290,00 | Public | Prêt | Transports et autres infrastructures | | |
| Égypte | Proche-Orient | Damietta LNG Plant – Euromed II facility | 188,40 | Privé | Prêt | Énergie | | |
| Égypte | Proche-Orient | Talkha & El Kuriemat power plants | 160,00 | Public | Prêt | Énergie | | |
| Égypte | Proche-Orient | GL private sector development | 60,00 | Privé | Prêt | Secteur financier | X | |
| Jordanie | Proche-Orient | Regional gas pipeline | 89,70 | Public | Prêt | Énergie | | |
| Liban | Proche-Orient | Apex GL multi-sector | 60,00 | Privé | Prêt | Secteur financier | | |
| Liban | Proche-Orient | South Lebanon wastewater | 45,00 | Public | Prêt | Environnement | X | X |
| Syrie | Proche-Orient | Deir Ali power pant | 200,00 | Public | Prêt | Énergie | | |
| Opération régionale | Opération régionale | Africinvest Fund | 4,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Total | | | 1 515,10 | | | | 6 | 3 |

Opérations signées en 2005

| Pays | Région | Nom du projet | Montant signé en millions d'EUR | Secteur public ou privé | Nature de l'opération | Secteur | AT FEMIP | Bonif. d'intérêts |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Algérie | Maghreb | Projet Maghreb leasing | 10,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Maroc | Maghreb | ADM IV Tranche B | 30,00 | Public | Prêt | Transports et autres infrastructures | | |
| Maroc | Maghreb | Routes rurales II | 60,00 | Public | Prêt | Transports et autres infrastructures | X | |
| Maroc | Maghreb | Capital North Africa venture funds | 5,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Maroc | Maghreb | AGRAM Invest | 4,60 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Maroc | Maghreb | Atlas Eden | 0,20 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Maroc | Maghreb | Société immobilière de la mer | 5,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Tunisie | Maghreb | Technopoles | 80,00 | Privé | Prêt | Industrie | X | |
| Tunisie | Maghreb | PG Entreprises tunisiennes IV | 120,00 | Privé | Prêt | Secteur financier | X | |
| Tunisie | Maghreb | PG Technopoles Tunisie | 60,00 | Privé | Prêt | Secteur financier | X | |
| Égypte | Proche-Orient | Idku LNG plant II | 234,40 | Privé | Prêt | Énergie | | |
| Égypte | Proche-Orient | Gasco gas pipelines III | 40,40 | Public | Prêt | Énergie | | |
| Gaza-Cisjordanie | Proche-Orient | Credit guarantee fund | 10,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | X | |
| Gaza-Cisjordanie | Proche-Orient | Electricity network upgrading | 45,00 | Public | Prêt | Énergie | X | |
| Liban | Proche-Orient | Lebanese highways | 60,00 | Public | Prêt | Transports et autres infrastructures | X | |
| Liban | Proche-Orient | Byblos Bank GL | 50,00 | Privé | Prêt | Secteur financier | | |
| Liban | Proche-Orient | Greater Beirut wastewater | 60,00 | Public | Prêt | Environnement | | X |
| Syrie | Proche-Orient | Deir Azzour power plant | 200,00 | Public | Prêt | Énergie | X | |
| Syrie | Proche-Orient | Rural telecoms | 100,00 | Public | Prêt | Transports et autres infrastructures | X | |
| Total | | | 1 174,60 | | | | 9 | 1 |

Opérations signées en 2006

| Pays | Région | Nom du projet | Montant signé en millions d'EUR | Secteur public ou privé | Nature de l'opération | Secteur | AT FEMIP | Bonif. d'intérêts |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Maroc | Maghreb | Assainissement du bassin de Sebou | 40,00 | Public | Prêt | Environnement | X | X |
| Maroc | Maghreb | Moroccan infrastructure fund | 10,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Maroc | Maghreb | ONE – Électrification rurale II | 170,00 | Public | Prêt | Énergie | | |
| Maroc | Maghreb | Santé | 70,00 | Public | Prêt | Capital humain | X | |
| Tunisie | Maghreb | ONAS IV | 40,00 | Public | Prêt | Environnement | X | X |
| Tunisie | Maghreb | STEG – Centrale Ghannouch | 114,00 | Public | Prêt | Énergie | | |
| Tunisie | Maghreb | ENDA | 0,80 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | X | |
| Égypte | Proche-Orient | Egyptian pollution abatement (EPAP) II | 40,00 | Privé | Prêt | Secteur financier, environnement | X | X |
| Égypte | Proche-Orient | El Atf and Sidi Krir power plants | 130,00 | Public | Prêt | Énergie | | |
| Égypte | Proche-Orient | EMX Methanol plant | 164,20 | Privé | Prêt | Industrie | | |
| Égypte | Proche-Orient | Upper Egypt gas pipeline | 50,00 | Public | Prêt | Énergie | | |
| Égypte | Proche-Orient | Horus agrifund | 8,50 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Égypte | Proche-Orient | Beltone | 5,60 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Israël | Proche-Orient | Environmental programme loan | 200,00 | Public | Prêt | Environnement | X | |

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Syrie | Proche-Orient | Damascus rural water and sanitation | 45,00 | Public | Prêt | Environnement | X | X |
| Opération régionale – Méditerranée | Opération régionale – Méditerranée | Euromed fund | 10,10 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Opération régionale – Méditerranée | Opération régionale – Méditerranée | EuroMena fund | 10,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Opération régionale – Afrique du Nord | Opération régionale – Afrique du Nord | Maghreb private equity fund II | 10,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Opération régionale – Méditerranée | Opération régionale – Méditerranée | SGAM Kantara fund | 10,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Total | | | 1 128,20 | | | | 7 | 4 |

Opérations signées en 2007

| Pays | Région | Nom du projet | Montant signé en millions d'EUR | Secteur public ou privé | Nature de l'opération | Secteur | AT FEMIP | Bonif. d'intérêts |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Algérie | Maghreb | Algerian fruit juice company | 2,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Maroc | Maghreb | Autoroutes du Maroc V | 180,00 | Public | Prêt | Transports et autres infrastructures | | |
| Maroc | Maghreb | ONE – Projets hydroélectriques II | 150,00 | Public | Prêt | Énergie | X | |
| Maroc | Maghreb | CapMezzanine Maroc | 6,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | X | |
| Tunisie | Maghreb | Transmed pipeline expansion | 185,00 | Privé | Prêt | Énergie | | |
| Tunisie | Maghreb | PG Entreprises tunisiennes V | 200,00 | Privé | Prêt | Secteur financier | | |
| Tunisie | Maghreb | Fonds d'amorçage tunisien | 2,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | X | |
| Tunisie | Maghreb | Projet ENDA inter-arabe | 2,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | X | |
| Égypte | Proche-Orient | El Atf and Sidi Krir power plants | 130,00 | Public | Prêt | Énergie | | |
| Israël | Proche-Orient | Hadera desalination plant | 108,50 | Privé | Prêt | Environnement | | |
| Liban | Proche-Orient | Private sector facilities | 170,00 | Privé | Prêt | Secteur financier | | |
| Liban | Proche-Orient | The building block equity fund | 5,0 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Syrie | Proche-Orient | SME Fund II | 80,0 | Privé | Prêt | Secteur financier | X | |
| Opération régionale – Méditerranée | Opération régionale – Méditerranée | Altermed | 8,0 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Opération régionale – Méditerranée | Opération régionale – Méditerranée | Byblos private equity fund | 7,5 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | X | |
| Opération régionale – Méditerranée | Opération régionale – Méditerranée | Fund for the Mediterranean region | 15,0 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Total | | | 1 251,00 | | | | 6 | 1 |

Opérations signées en 2008

| Pays | Région | Nom du projet | Montant signé en millions d'EUR | Secteur public ou privé | Nature de l'opération | Secteur | AT FEMIP | Bonif. d'intérêts |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Égypte | Proche-Orient | EGAS gas grid reinforcement | 250,00 | Public | Prêt | Énergie | | |
| Égypte | Proche-Orient | Beltone midcap fund | 12,50 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Égypte | Proche-Orient | Sphinx turnaround fund | 13,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Égypte | Proche-Orient | Beltone capital II | 5,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Israël | Proche-Orient | European pharma R&D (RSFF) | 29,73 | Privé | Prêt | Industrie | | |
| Israël | Proche-Orient | Medinvest (RSFF) | 3,33 | Privé | Prêt | Industrie | | |
| Jordanie | Proche-Orient | Amman ring road B | 36,92 | Public | Prêt | Transports et autres infrastructures | X | |
| Liban | Proche-Orient | Private sector facilities II (BOB) | 52,00 | Privé | Prêt | Secteur financier | | |
| Maroc | Maghreb | ONE – Réseaux électriques II | 170,00 | Public | Prêt | Énergie | | |
| Maroc | Maghreb | Fonds capital carbone Maroc | 6,50 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | X | |
| Maroc | Maghreb | Massinissa fund | 12,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Maroc | Maghreb | Port de Tanger Med – Deuxième terminal | 40,00 | Privé | Prêt | Transports et autres infrastructures | | |
| Maroc | Maghreb | Routes rurales III | 60,00 | Public | Prêt | Transports et autres infrastructures | X | |
| Opération régionale – Méditerranée | Opération régionale – Méditerranée | Altermed B | 3,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Opération régionale – Méditerranée | Opération régionale – Méditerranée | Fonds EuroMena II | 13,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Syrie | Proche-Orient | Deir Ali II power plant | 275,00 | Public | Prêt | Énergie | X | |
| Syrie | Proche-Orient | First microfinance institution | 2,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Tunisie | Maghreb | STEG – Centrale de Ghannouch B | 86,00 | Public | Prêt | Énergie | | |

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Tunisie | Maghreb | STEG – Gaz II (transport et distribution) | 60,00 | Public | Prêt | Énergie | | |
| Tunisie | Maghreb | GCT – Mise à niveau environnementale | 55,00 | Privé | Prêt | Industrie | | X |
| Tunisie | Maghreb | Voiries prioritaires V | 110,00 | Public | Prêt | Transports et autres infrastructures | | |
| Total | | | 1 294,98 | | | | 4 | 1 |

Opérations signées en 2009

| Pays | Région | Nom du projet | Montant signé en millions d'EUR | Secteur public ou privé | Nature de l'opération | Secteur | AT FEMIP | Bonif. d'intérêts |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Égypte | Proche-Orient | DBACD Local currency prêt | 2,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Égypte | Proche-Orient | Gironil | 3,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Égypte | Proche-Orient | IWSP | 70,00 | Public | Prêt | Environnement | | |
| Égypte | Proche-Orient | Gulf of El Zayt wind farm | 50,00 | Public | Prêt | Énergie | | |
| Israël | Proche-Orient | Hadera desalination plant extension | 21,90 | Privé | Prêt | Environnement | | |
| Israël | Proche-Orient | ICL Specialty chemicals R&D (RSFF) | 56,30 | Privé | Prêt | Industrie | | |
| Jordanie | Proche-Orient | South North water conveyor | 165,76 | Privé | Prêt | Environnement | | |
| Liban | Proche-Orient | Kesrwan water and wastewater project | 70,00 | Public | Prêt | Environnement | X | |
| Maroc | Maghreb | Autoroutes du Maroc VI | 225,00 | Public | Prêt | Transports | X | |
| Maroc | Maghreb | Prêt-cadre pour le secteur de l'éducation au Maroc | 200,00 | Public | Prêt | Santé, éducation | | |
| Maroc | Maghreb | Renault Tanger financement intermédié | 100,00 | Privé | Prêt | Industrie | | |
| Maroc | Maghreb | Tramway Rabat-Salé | 15,00 | Public | Prêt | Transports | | |
| Opération régionale – Méditerranée | Opération régionale – Méditerranée | MENA joint investment fund | 10,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Opération régionale – Méditerranée | Opération régionale – Méditerranée | Middle East venture capital fund | 5,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Opération régionale – Méditerranée | Opération régionale – Méditerranée | Swicorp Intaj capital II fund | 10,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Syrie | Proche-Orient | Syrian cement company | 104,86 | Privé | Prêt | Industrie | | |
| Syrie | Proche-Orient | Syria municipal & environnement infrastructure | 50,00 | Public | Prêt | Environnement | X | |
| Tunisie | Maghreb | Aéroport Enfidha | 70,00 | Privé | Prêt | Transports | | |
| Tunisie | Maghreb | Autoroute Sfax - Gabès | 234,00 | Public | Prêt | Transports | X | |
| Tunisie | Maghreb | Tunisian Indian fertilizers | 130,00 | Privé | Prêt | Industrie | | |
| Total | | | 1 592,82 | | | | 4 | 0 |

Opérations signées en 2010

| Pays | Région | Nom du projet | Montant signé en millions d'EUR | Secteur public ou privé | Nature de l'opération | Secteur | AT FEMIP | Bonif. d'intérêts |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Algérie | Maghreb | Medgaz pipeline | 500,00 | Privé | Prêt | Énergie | | |
| Égypte | Proche-Orient | Egyptian power transmission | 260,00 | Public | Prêt | Énergie | X | |
| Égypte | Proche-Orient | ERC Refinery | 346,40 | Privé | Prêt | Industrie | | |
| Égypte | Proche-Orient | Giza North power plant | 300,00 | Public | Prêt | Énergie | | |
| Égypte | Proche-Orient | Nile river logistic | 5,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Gaza-Cisjordanie | Proche-Orient | Palestine growth capital fund | 5,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Liban | Proche-Orient | Al Majmoua – Prêt for microfinance | 1,50 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Liban | Proche-Orient | Lebanon growth capital fund | 5,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Maroc | Maghreb | Autoroutes du Maroc – ADM VII | 220,00 | Public | Prêt | Transports | | |
| Maroc | Maghreb | Port de Tanger MED II – Infrastructures | 200,00 | Privé | Prêt | Transports | | |
| Opération régionale – Méditerranée | Opération régionale – Méditerranée | Argan infrastructure fund | 15,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Opération régionale – Méditerranée | Opération régionale – Méditerranée | Inframed | 0,98 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Opération régionale – Méditerranée | Opération régionale – Méditerranée | Vantage regional mezz fund | 10,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Syrie | Proche-Orient | Syria H2020 water | 55,00 | Public | Prêt | Environnement | X | |

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Syrie | Proche-Orient | Syrian healthcare II | 130,00 | Public | Prêt | Santé, éducation | X | |
| Tunisie | Maghreb | Réseau ferroviaire rapide | 119,00 | Public | Prêt | Transports | | |
| Tunisie | Maghreb | STEG – Centrale de Sousse | 194,00 | Public | Prêt | Énergie | | |
| Tunisie | Maghreb | STEG IV – Transport électricité | 185,00 | Public | Prêt | Énergie | | |
| Total | | | 2 551,88 | | | | 3 | 0 |

Opérations signées en 2011

| Pays | Région | Nom du projet | Montant signé en millions d'EUR | Secteur public ou privé | Nature de l'opération | Secteur | AT FEMIP | Bonif. d'intérêts |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Maroc | Maghreb | Office chérifien des phosphates | 200,00 | Privé | Prêt | Industrie | | |
| Tunisie | Maghreb | Modernisation routière I | 163,00 | Public | Prêt | Transports | X | |
| Tunisie | Maghreb | Mdhilla TSP | 140,00 | Public | Prêt | Énergie | | |
| Égypte | Proche-Orient | Giza North power plant II | 50,00 | Public | Prêt | Énergie | | |
| Opération régionale –Méditerranée | Opération régionale – Méditerranée | Inframed B fund | 39,02 | Privé | Capital-investiss. | Infrastructure | | |
| Opération régionale –Méditerranée | Opération régionale – Méditerranée | Capital North Africa Venture | 10,00 | Privé | Capital-investiss. | Secteur financier | | |
| Israël | Proche-Orient | Sorek desalination plant | 142,00 | Privé | Prêt | Eau | | |
| Israël | Proche-Orient | Mekorot Ashdod desalination plant | 120,00 | Privé | Prêt | Eau | | |
| Liban | Proche-Orient | Private sector facilities III | 30,00 | Privé | Prêt | Secteur financier | | |
| Jordanie | Proche-Orient | Jordan India Fertilizer | 81,00 | Privé | Prêt | Secteur financier | | |
| Total | | | 975,02 | | | | | |

Opérations signées en 2012

| Pays | Région | Nom du projet | Montant signé en millions d'EUR | Secteur public ou privé | Nature de l'opération | Secteur | AT FEMIP | Bonif. d'intérêts |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Égypte | Proche-Orient | Cairo Metro Line 3 (Phase 3) | 200,00 | Public | Prêt | Transports | X | |
| Égypte | Proche-Orient | Community Development Program | 45,00 | Public | Prêt | Aménagement urbain | X | |
| Israël | Proche-Orient | Better Place Electric Vehicle Services | 10,80 | Privé | Prêt | Transports | | |
| Israël | Proche-Orient | Israel Chemicals LTD IPP | 100,00 | Privé | Prêt | Énergie | | |
| Jordanie | Proche-Orient | Jordan Capital for Growth Fund C.V. | 5,00 | Privé | Capital-investissement | Secteur financier | | |
| Jordanie | Proche-Orient | Badia Impact Fund | 4,00 | | Capital-investissement | Secteur financier | | |
| Liban | Proche-Orient | Private Sector Facilities III / C | 15,00 | Privé | Capital-investissement | Secteur financier | | |
| Liban | Proche-Orient | Lebanese Highways II | 75,00 | Public | Prêt | Transports | X | |
| Liban | Proche-Orient | Prêt global Lebanon Energy Efficiency and Renewables | 50,00 | Privé | Prêt | Énergie | | |
| Maroc | Maghreb | Yasmina Club MED Hotel Rehabilitation | 13,68 | Privé | Prêt | Industrie | | |
| Maroc | Maghreb | Renault Tanger Financement Intermédié B | 31,50 | Privé | Prêt | Industrie | | |
| Maroc | Maghreb | Routes Rurales IV | 100,00 | Public | Prêt | Transports | | |
| Maroc | Maghreb | Fonds PME Croissance | 5,00 | Privé | Capital-investissement | Secteur financier | | |
| Maroc | Maghreb | Renault Tanger Financement Intermédié B | 42,00 | Privé | Prêt | Industrie | | |
| Maroc | Maghreb | Technopoles Maroc | 100,00 | Privé | Prêt | Industrie | | |
| Maroc | Maghreb | Plan Maroc Vert | 42,50 | Public | Prêt | Industrie | X | |
| Maroc | Maghreb | Groupe OCP Modernisation / B | 130,00 | Public | Prêt | Industrie | | |
| Maroc | Maghreb | Centrale Solaire de Ouarzazate | 100,00 | Public | Prêt | Énergie | | |
| Maroc | Maghreb | Programme National d'Assainissement | 20,00 | Public | Prêt | Eau | | |
| Maroc | Maghreb | ONEE – Réseaux électriques III | 180,00 | Public | Prêt | Énergie | | |
| Maroc | Maghreb | Autoroute el Jadida-Safi | 240,00 | Public | Prêt | Transports | | |
| Opération régionale – Afrique du Nord | Opération régionale – Afrique du Nord | Fund for the Mediterranean Region, II | 10,00 | Privé | Capital-investissement | Secteur financier | | |
| Tunisie | Maghreb | Prêt global Tunisie VI | 100,00 | Privé | Prêt | Secteur financier | | |
| Tunisie | Maghreb | Réhabilitation Urbaine Tunisie | 70,00 | Public | Prêt | Aménagement urbain | | |
| Total | | | 1689,48 | | | | | |

# 2. Liste des opérations approuvées au titre du Fonds d'assistance technique de la FEMIP au 31 décembre 2012

Tout apport d'une assistance technique en faveur d'un projet est pris en compte dans l'année de signature du projet en question au lieu d'être considéré comme une nouvelle opération dans l'année de signature dudit apport.

| Opérations signées en 2004 | | | |
|---|---|---|---|
| Pays | Opération d'AT | Promoteur | Montant en milliers d'EUR |
| Algérie | Création d'une société de capital-développement (SCD) : représentation BEI au comité de pilotage de la SCD | La Société nationale pour la recherche, la production, le transport et la commercialisation des hydrocarbures (SONATRACH) | 50 |
| Algérie | Unité de réalisation de projet | Agence nationale des autoroutes (ANA) | 851 |
| Algérie | Reconstruction après tremblement de terre – unité de réalisation de projet | Ministère des finances | 1 373 |
| Algérie | Reconstruction après tremblement de terre – appui aux agences de contrôle technique | Ministère des finances | 570 |
| Égypte | Remise en état de stations de pompage | République arabe d'Égypte | 780 |
| Liban | Création d'un fonds d'investissement | Banque Byblos s.a.l. | 200 |
| Maroc | Secteur financier – étude juridique | Caisse de dépôt et de gestion | 48 |
| Opération régionale | Privatisation et partenariats public-privé au Maghreb | BEI | 198 |
| Syrie | Assistance technique pour le port de Tartous – phase I | Ministère des transports | 110 |
| Syrie | Assistance technique pour le port de Tartous – phase II – AT pour l'évaluation des offres | Ministère des transports | 200 |
| Syrie | Le secteur privé des PME | Ministère de l'économie et du commerce extérieur | 2 895 |
| Syrie | Inspection des équipements médicaux avant expédition par bateau | Ministère de la santé | 100 |
| Tunisie | Couverture du risque de change (Fonds de péréquation des changes) | Ministère des finances | 160 |
| Tunisie | Mission d'évaluation des projets de l'Office national d'assainissement (ONAS) financés par la BEI | ONAS | 779 |
| Tunisie | Création du premier fonds d'amorçage | Ministère des finances | 199 |
| Total | | | 8 513 |

| Opérations signées en 2005 | | | |
|---|---|---|---|
| Pays | Opération d'AT | Promoteur | Montant en milliers d'EUR |
| Algérie | Agence nationale des autoroutes – UGP | Agence nationale des autoroutes (ANA) | 2 996 |
| Algérie | Redéfinition du plan de gestion des déchets solides municipaux pour la ville de Bouira et identification de l'appui technique et des besoins de formation au niveau national | Ministère de l'environnement | 149 |
| Égypte | Étude d'optimisation des taxes sur les plus-values | Groupe égyptien des sociétés d'électricité | 114 |
| Égypte | AT à la Banque d'aide aux exportations | Export Development Bank of Egypt | 198 |
| Égypte | AT à la Banque nationale d'Égypte | Banque nationale d'Égypte | 200 |
| Égypte | Programme de renforcement des capacités du secteur financier en Égypte | Banques égyptiennes, fonds de capital-investissement et autres institutions financières | 2 201 |
| Liban | Assistance technique pour la construction d'autoroutes au Liban | Conseil pour le développement et la reconstruction | 1 249 |
| Liban | Unité de gestion pour le projet « Assainissement du sud Liban » | Conseil pour le développement et la reconstruction | 1 211 |
| Maroc | Unité de gestion de projet d'assainissement liquide | Régie autonome de distribution d'eau et d'électricité d'Oujda | 1 000 |
| Maroc | Programme de rénovation et de réorganisation des hôpitaux au Royaume du Maroc – modernisation de la gestion hospitalière | Ministère de la santé | 199 |
| Maroc | Régie autonome multi-services Agadir – actualisation schéma directeur, horizon 2025 | Régie autonome multi-services d'Agadir | 195 |
| Maroc | Régie autonome multi-services Agadir – étude de faisabilité sur la réutilisation des eaux usées | Régie autonome multi-services d'Agadir | 195 |
| Maroc | Oujda – évaluation de l'impact environnemental | Régie autonome de distribution d'eau et d'électricité d'Oujda | 174 |
| Maroc | Assainissement Agadir – lutte contre les problèmes d'odeur et de corrosion provoqués par la production du gaz H2S | Régie autonome multi-services d'Agadir | 79 |
| Maroc | Analyse des émissions atmosphériques de la centrale de Mohammedia et recommandations d'amélioration | Office national de l'électricité | 195 |
| Maroc | Formation des régies phase I – gestion d'entreprise | Régie autonome de distribution d'eau et d'électricité d'Oujda | 100 |
| Maroc | Régies Safi – étude d'impact environnemental et conseils d'adaptation des planifications | Régie autonome de distribution d'eau et d'électricité de Safi | 196 |
| Syrie | Étude de préfaisabilité pour le projet d'eau et d'assainissement dans les zones rurales près de Zabadini | Ministère du logement | 199 |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Syrie | Étude de préfaisabilité pour le projet d'eau et d'assainissement dans les zones rurales près de Damas | Ministère du logement | 200 |
| Syrie | Préparation du projet Damascus Industrial City et traitement des eaux usées et industrielles | Ministère du logement | 200 |
| Syrie | Étude de faisabilité en vue de mettre au point de nouveaux moyens de financement des investissements du secteur privé | Ministère des finances | 496 |
| Tunisie | Unité de gestion de projet – Société d'études et d'aménagement des côtes nord de la ville de Sfax (SEACNVS) | Société d'étude et d'aménagement des côtes nord de la ville de Sfax | 2 412 |
| Tunisie | Supervision des travaux – Société d'études d'aménagement des côtes nord de la ville de Sfax | Société d'étude et d'aménagement des côtes nord de la ville de Sfax | 2 556 |
| Tunisie | Assistance technique à la mise en place et au développement de cinq technopoles en Tunisie | Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la technologie | 2 088 |
| Total | | | 18 802 |

Opérations signées en 2006

| Pays | Opération d'AT | Promoteur | Montant en milliers d'EUR |
|---|---|---|---|
| Algérie | Mise en œuvre d'un plan de gestion des déchets municipaux dans la Wilaya d'Oran | Ministère de l'environnement | 199 |
| Égypte | Financement du secteur privé en Égypte – identification des lacunes et potentiel d'opérations à capital-risque | Ministère des finances | 137 |
| Égypte | Assistance technique pour la réalisation du deuxième projet de lutte contre la pollution en Égypte (EPAP II) | Agence égyptienne pour l'environnement | 200 |
| Jordanie | Étude de faisabilité concernant les phases 2 et 3 du contournement routier d'Amman | Ministère du logement et des travaux publics | 2 000 |
| Liban | Appui opérationnel à la mise en place d'un nouveau fonds de capital-investissement | Banque Byblos s.a.l. | 166 |
| Maroc | Étude tarifaire de l'assainissement d'Oujda | Régie autonome de distribution d'eau et d'électricité d'Oujda | 75 |
| Maroc | Infrastructures de logement social – assistance technique à la holding Al Omrane | Ministère du logement et de l'urbanisme | 3 429 |
| Maroc | Étude de microfinance au Maroc | Ministère des finances | 5 |
| Maroc | Cahier des charges pour le projet d'étude du secteur de la santé | Ministère de la santé | 180 |
| Maroc | Assistance technique à la direction des routes et de la circulation routière (DRCR) pour le deuxième programme national des routes rurales (PNRR2) | DRCR | 1 484 |
| Opération régionale | Financement du secteur privé au Maroc et en Tunisie – identification des lacunes et potentiel d'opérations à capital-risque | Ministère des finances | 183 |
| Opération régionale | Étude de microfinance en Égypte, Gaza et Cisjordanie, Jordanie, Liban et Syrie – identification des instruments appropriés | Ministère des finances | 200 |
| Opération régionale | Microfinance en Algérie, Maroc et Tunisie – identification des instruments appropriés | Ministère des finances | 147 |
| Opération régionale | Examen à mi-parcours du fonds d'assistance technique de la FEMIP | Commission européenne, BEI | 165 |
| Syrie | Étude tarifaire pour le secteur de l'eau en Syrie | Ministère du logement et du bâtiment | 142 |
| Syrie | Projet d'eau et d'assainissement des zones rurales de Damas – étude hydrogéologique | Ministère de l'environnement et des administrations locales | 178 |
| Syrie | Examen et évaluation des besoins futurs pour les soins oncologiques | Ministère de la santé | 140 |
| Syrie | Assistance technique pour le projet port de Tartous | Ministère des transports | 1 025 |
| Syrie | Appui à l'unité de gestion de projet auprès de Syrian Telecom Establishment | Organisme syrien des télécommunications | 3 000 |
| Syrie | Étude de faisabilité en vue de mettre au point de nouveaux moyens de financement des investissements du secteur privé – phase II | Ministère des finances | 1 004 |
| Tunisie | Formation offerte aux PDG des SICAR tunisiennes recevant un prêt conditionnel « Appui au secteur privé » au titre du fonds de capital à risque | Tunisie SICAR | 98 |
| Tunisie | AT au secteur financier tunisien pour les projets de financement des PME – phase I élaboration du cahier des charges | Intermédiaires financiers | 30 |
| Tunisie | Programme d'assistance technique aux intermédiaires financiers de la BEI en Tunisie | Intermédiaires financiers | 1 110 |
| Tunisie | Renforcement d'ENDA | ENDA | 200 |
| Total | | | 15 497 |

Opérations signées en 2007

| Pays | Opération d'AT | Promoteur | Montant en milliers d'EUR |
|---|---|---|---|
| Égypte | Réalisation du projet EPAP II | Agence égyptienne pour l'environnement | 2 771 |
| Jordanie | Étude du plan directeur pour le couloir de développement d'Amman | Ministère des travaux publics | 1 998 |
| Jordanie | Étude de faisabilité pour la mise en place d'un fonds d'amorçage et de capital-risque | Ministère de la planification et de la coopération internationale | 199 |
| Maroc | Projet santé – préparation de projets de réfection d'établissements hospitaliers | Ministère de la santé | 1 000 |
| Maroc | Projet santé – étude d'impact environnemental | Ministère de la santé | 194 |
| Maroc | Étude d'impact environnemental pour les projets hydrauliques II de l'ONE | Office national de l'électricité | 176 |
| Maroc | Assainissement Beni Mellal – études d'impact environnemental et de dépollution industrielle | Régie autonome intercommunale de distribution d'eau et d'électricité du Tadla | 192 |
| Maroc | Assainissement Agadir – récupération et valorisation du biogaz | Régie autonome multi-services d'Agadir | 50 |
| Maroc | Réutilisation des eaux usées et des boues résiduaires de Settat | Régie autonome de distribution d'eau et d'électricité de la Chaouia | 169 |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Maroc | Fonds mezzanine | Fonds CapMezzanine | 195 |
| Maroc | Projet d'assainissement du bassin du Sebou – étude sur la volonté de payer | Office national de l'eau potable | 198 |
| Opération régionale | Horizon 2020 – élaboration d'un programme d'investissement pour l'élimination des principales sources de pollution en Méditerranée (MEHSIP) | BEI | 198 |
| Syrie | ADRA cité industrielle | Ministère des collectivités locales et de l'environnement | 70 |
| Syrie | Projet d'eau et d'assainissement dans les zones rurales de Damas – développement institutionnel et évolution organisationnelle | Ministère des collectivités locales et de l'environnement | 3 401 |
| Syrie | Appui international à la gestion du projet | Ministère des collectivités locales et de l'environnement | 3 903 |
| Syrie | Ligne verte du métro de Damas – étude des options possibles pour sa réalisation | Municipalité de Damas | 2 468 |
| Syrie | AT aux projets de distribution et de transport d'électricité | Organisme public pour la production et le transport d'électricité | 200 |
| Total | | | 17 382 |

Opérations signées en 2008

| Pays | Opération d'AT | Promoteur | Montant en milliers d'EUR |
|---|---|---|---|
| Gaza-Cisjordanie | AT pour la modernisation des réseaux électriques | Autorité nationale palestinienne pour l'énergie et les ressources naturelles (PENRA) | 200 |
| Maroc | Assainissement du bassin du Sebou – assistance technique à l'unité de gestion de projet (UGP) | Office national de l'eau potable | 1 391 |
| Maroc | Construction d'une nouvelle aérogare à l'aéroport Marrakech-Menara – étude de faisabilité et étude de cadrage environnemental et social | Office national des aéroports | 162 |
| Maroc | Assainissement du bassin du Sebou – appui à la planification et la prise en charge du service d'assainissement de centres urbains | Office national de l'eau potable | 1 048 |
| Maroc | Secteur santé – mise en œuvre du programme d'établissement hospitalier | Ministère de la santé | 6 695 |
| Syrie | Soutien à la stratégie nationale de la Syrie en matière de lutte contre le cancer : études de faisabilité concernant les centres oncologiques d'Alep et de Homs | Ministère de la santé | 1 554 |
| Syrie | Assistance technique dans le cadre du deuxième prêt global en faveur des petites et moyennes entreprises (PME) | Ministère des finances | 200 |
| Syrie | Ligne de crédit II pour les PME | Intermédiaires financiers | 2 800 |
| Total | | | 14 050 |

Opérations signées en 2009

| Pays | Opération d'AT | Promoteur | Montant en milliers d'EUR |
|---|---|---|---|
| Maroc | Fonds capital carbone Maroc | ACASA | 83 |
| Maroc | Étude économique : ligne à grande vitesse Kenitra-Tanger | Office national des chemins de fer | 199 |
| Maroc | Assistance technique à l'ONE pour la réalisation du projet d'économie d'énergie « audit Optima » | Office national de l'électricité | 179 |
| Maroc | Audit de sécurité routière – Projet ADM VI | Société nationale des autoroutes du Maroc | 75 |
| Opération régionale | Programme d'investissement pour l'élimination des principales sources de pollution en Méditerranée (MeHSIP) – Mécanisme de préparation et de mise en œuvre des projets | BEI | 6 198 |
| Syrie | AT pour des établissements de soins de santé | Ministère de la santé | 233 |
| Syrie | AT pour la préparation d'un projet d'eau et d'assainissement dans la ville de Banias | Ministère du logement et du bâtiment | 200 |
| Syrie | Projet d'eau et d'assainissement dans les zones rurales d'Alep | Ministère du logement et du bâtiment et Société de l'eau et de l'assainissement d'Alep | 2 137 |
| Tunisie | Assistance à la mise en œuvre du projet d'investissement ONAS IV et du programme d'assistance technique | Office national de l'assainissement | 2 535 |
| Tunisie | AT à la Société Tunisie Autoroutes (STA) pour l'autoroute de Sfax-Gabès | Société Tunisie Autoroutes (STA) | 35 |
| Total | | | 11 874 |

Opérations signées en 2010

| Pays | Opération d'AT | Promoteur | Montant en milliers d'EUR |
|---|---|---|---|
| Égypte | Projet de transport d'électricité en Égypte – conseil technique à court terme | COWI | 195 |
| Jordanie | Services de conseil pour l'étude de faisabilité relative au projet d'appui opérationnel de Miyahuna | Royaume hachémite de Jordanie | 180 |
| Maroc | Projet dans le secteur de la santé – aspects organisationnels | Ministère de la santé du Maroc | 1 924 |
| Syrie | AT pour la réalisation du projet d'infrastructures municipales et environnementales en Syrie | Ministères des collectivités locales et de l'environnement | 3 907 |
| Syrie | Appui à l'unité de réalisation du projet de centrale électrique de Deir Ali II | Organisme public pour la production et le transport de l'électricité | 3 606 |
| Tunisie | Étude d'actualisation du plan directeur d'assainissement du Grand Tunis | Office national de l'assainissement | 1 163 |
| Tunisie | AT à la Société Tunisie Autoroutes (STA) | Société Tunisie Autoroutes (STA) | 915 |
| Total | | | 11 890 |

| Opérations signées en 2011 | | | |
|---|---|---|---|
| Pays | Opération d'AT | Promoteur | Montant en milliers d'EUR |
| Liban | AT à l'appui du projet relatif à l'eau et à l'assainissement dans le sud du Liban | République du Liban – Conseil pour le développement et la reconstruction | 850 |
| Liban | Étude de faisabilité pour un mécanisme de financement en faveur de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables | Banque du Liban | 115 |
| Maroc | Étude environnementale stratégique ONEP – programme d'assainissement | Office national de l'eau potable | 131 |
| Jordanie | Étude de faisabilité pour Miyhuna (MOSP) 2 | Royaume hachémite de Jordanie | 187 |
| Tunisie | Étude pour les autoroutes de Kairouan, Sidi Bouzid, Kasserine et Gafsa | République de Tunisie | 3 960 |
| Tunisie | Étude de faisabilité pour le périphérique du Grand Tunis | République de Tunisie | 2 110 |
| Tunisie | AT en faveur de STA concernant des péages | Société Tunisie Autoroutes | 146 |
| Tunisie | Étude de faisabilité TCSP à Sfax | République de Tunisie | 545 |
| Total | | | 8 044 |

| Opérations signées en 2012 | | | |
|---|---|---|---|
| Pays | Opération d'AT | Promoteur | Montant en milliers d'EUR |
| Égypte | Cadre stratégique pour les réinstallations et plan de réinstallation pour le projet Cairo Metro Line 3 (Phase 3) | Autorité nationale des tunnels | 795 |
| Tunisie | Étude pilote pour un projet d'appui au développement des régions de l'intérieur pour la mise en place de complexes industriels et technologiques (CIT) et du développement de Cyber Parks (essaimage du Technopole d'El Ghazala) | Contrepartie à déterminer | 61 |
| Tunisie | L'amélioration de la sécurité sur le réseau routier tunisien | Ministère de l'Equipement, de l'Habitat | 170 |
| Tunisie | Opportunités de diversification de l'approvisionnement en gaz naturel au Maroc | Office National d'Électricité | 155 |
| Total | | | 1 181 |
| | | | |
| Total Volume | | | 107 233 |

# 3. Liste des opérations approuvées au titre du Fonds fiduciaire de la FEMIP

| Pays | Nom de l'opération | Budget en milliers d'EUR | Date d'approbation par l'assemblée des donateurs du FFF | Secteur | Type d'opération |
|---|---|---|---|---|---|
| Algérie | Examen de l'accès des petites entreprises à des formes viables de financement extérieur | 195 | Mai 2005 | Finance | Étude |
| Égypte | Étude de réalisation pour la préparation de projets dans le cadre du « Programme de développement local intégré et durable (ISCDP) » | 200 | Avril 2011 | Aménagement urbain | Étude |
| Jordanie | Étude relative à un plan directeur pour les autoroutes | 2 093 | Septembre 2008 | Transports | AT |
| Jordanie | Fonds d'investissement pour la croissance de la Jordanie | 5 000 | Septembre 2010 | Finance | Capital-investiss. |
| Maroc | Épargne à long terme | 180 | Novembre 2005 | Finance | Étude |
| Maroc | Gestion et exploitation, sur le mode du secteur privé, des systèmes publics d'irrigation dans les pays bénéficiaires de la FEMIP : mise au point d'un modèle expérimental au Maroc | 1 000 | Décembre 2006 | Environnement et eau | AT |
| Maroc | Réseau d'incubateurs | 300 | Juin 2009 | PME | AT |
| Maroc | Opération d'aménagement urbain portant sur la médina de Meknès | 400 | Décembre 2009 | Aménagement urbain | Étude |
| Maroc | Renforcer la compétitivité pour créer de l'emploi au Maroc | 200 | Juin 2012 | Finance | AT |
| Gaza-Cisjordanie | Middle East Venture Capital Fund | 5 000 | Octobre 2009 | TIC | Capital-investiss. |
| Gaza-Cisjordanie | Assistance technique à l'incubateur palestinien d'entreprises spécialisées dans les TIC | 195 | Avril 2010 | TIC | AT |
| Opération régionale | Amélioration de l'efficacité des envois de fonds des travailleurs émigrés | 200 | Janvier 2005 | Finance | Étude |
| Opération régionale | Mécanisme financier à l'appui du développement de projets liés aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique | 200 | Mai 2005 | Énergie | Étude |
| Opération régionale | Programmes d'appui au secteur financier – METAC | 500 | Mai 2005 | Finance | AT |
| Opération régionale | Besoins logistiques dans les pays partenaires méditerranéens : potentiel de mise en place d'un réseau de plates-formes logistiques | 597 | Mai 2005 | Transports | Étude |
| Opération régionale | Identification de projets susceptibles de relever du Mécanisme de développement propre dans les pays de la FEMIP | 195 | Mars 2006 | Énergie | Étude |
| Opération régionale | Programme de stages de la FEMIP | 690 | Mars 2006 | Finance et formation | AT |
| Opération régionale | Analyse des stratégies et politiques de tourisme dans les pays bénéficiaires de la FEMIP | 200 | Juillet 2006 | Tourisme | Étude |
| Opération régionale | Examen de l'offre de services existante en matière de financement des échanges commerciaux euro-méditerranéens | 80 | Juillet 2006 | Finance | Étude |
| Opération régionale | Potentiel de production de biocarburant | 199 | Décembre 2006 | Énergie | Étude |
| Opération régionale | Identification et suppression des obstacles à une utilisation accrue des eaux usées dans l'agriculture | 200 | Mars 2007 | Environnement et eau | Étude |
| Opération régionale | Programme d'études associé au Plan bleu | 180 | Mars 2007 | Énergie et environnement | Étude |
| Opération régionale | Étude sur l'impact économique et social de la microfinance | 70 | Novembre 2007 | Microfinance | Étude |
| Opération régionale | Stratégies pour la revitalisation des médinas en Méditerranée | 185 | Novembre 2007 | Aménagement urbain | Étude |
| Opération régionale | Guichet de diffusion des études du FFF | 450 | Mars 2008 | Tous secteurs | Séminaires |
| Opération régionale | Programmes d'appui au secteur financier – METAC II | 500 | Mars 2008 | Finance | AT |
| Opération régionale | Cadre juridique des PPP dans les pays de la FEMIP | 750 | Mars 2008 | Tous secteurs | Étude |
| Opération régionale | Programme d'études associé au Plan bleu | 850 | Septembre 2008 | Énergie et tourisme | AT |
| Opération régionale | Initiative pour le développement des entreprises en Méditerranée | 199 | Avril 2009 | PME | Étude |
| Opération régionale | Partenariat renforcé avec le FEMISE | 400 | Avril 2009 | Tous secteurs | Étude |
| Opération régionale | Plan solaire méditerranéen | 189 | Avril 2009 | Énergie | Étude |
| Opération régionale | Centre multipartenaire de formation et de mise en réseau | 500 | Avril 2009 | Tous secteurs | Étude |
| Opération régionale | Accès au haut débit pour les pays de la FEMIP | 500 | Avril 2010 | TIC | Étude |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Opération régionale | Réseau de plateformes logistiques euro-méditerranéennes LOGISMED | 1 000 | Avril 2010 | Transports | Étude |
| Opération régionale | Autoroutes maritimes | 195 | Octobre 2010 | Transports | Étude |
| Opération régionale | Programme d'investissement « Médinas 2030 » | 400 | Avril 2011 | Aménagement urbain | AT |
| Opération régionale | Programme de préparation de projets liés à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables en zone urbaine dans les pays partenaires méditerranéens | 200 | Avril 2011 | Énergie | AT |
| Opération régionale | Mobilisation du potentiel de fonds d'investissement souverains de pays du Golfe pour les pays partenaires méditerranéens | 230 | Avril 2011 | Finance | Étude |
| Opération régionale | Services financiers mobiles dans les pays partenaires méditerranéens | 200 | Avril 2011 | Finance | Étude |
| Opération régionale | Potentiel de la mésofinance pour la création d'emplois dans les pays partenaires méditerranéens | 235 | Avril 2011 | Finance | Étude |
| Opération régionale | Soutien aux préparatifs du démarrage du Centre euro-méditerranéen des MPME (EMDC) | 250 | Mai 2011 | PME | AT |
| Opération régionale | Mise en œuvre de projets d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à leurs effets dans le cadre de l'Initiative méditerranéenne de lutte contre les changements climatiques | 200 | Septembre 2011 | Énergie | AT |
| Opération régionale | Programme d'action pour les PPP dans le cadre de la FEMIP | 1 700 | Février 2012 | Tous secteurs | AT |
| Opération régionale | Étude d'identification des projets dans le cadre de l'initiative de financement des projets urbains dans le bassin méditerranéen | 250 | Février 2012 | Aménagement urbain | AT |
| Opération régionale | Évaluation du potentiel de production d'énergie renouvelable dans les pays partenaires méditerranéens | 75 | Février 2012 | Énergie | Étude |
| Opération régionale | Renforcement des incidences du développement du secteur privé sur la transition démocratique dans les pays partenaires méditerranéens | 75 | Février 2012 | PME | Étude |
| Opération régionale | Renforcement des capacités dans les pays partenaires méditerranéens : le programme de stages FEMIP (deuxième prolongation) | 400 | Février 2012 | Finance/Formation | AT |
| Opération régionale | Étude des incidences sur l'emploi des investissements de la Banque européenne d'investissement (BEI) à l'appui des infrastructures dans les pays partenaires méditerranéens (PPM) | 200 | Juin 2012 | Tous secteurs | Étude |
| Opération régionale | Étude sur l'intermédiation bancaire pour les MPME dans les pays de la FEMIP | 450 | Décembre 2012 | Finance | Étude |
| Opération régionale | Initiative « Space for Med » avec l'Agence spatiale européenne (ESA) | 500 | Juin 2012 | Tous secteurs | AT |
| Opération régionale | Étude sur la création d'une plateforme suprarégionale pour le second marché | 200 | Février 2012 | Finance | Étude |
| Tunisie | Création d'un fonds de capital d'amorçage | 2 000 | Juillet 2006 | Finance | Capital-investiss. |
| Tunisie | TA relative à la création d'un fonds de capital d'amorçage | 125 | Juillet 2006 | Finance | AT |
| Tunisie | Adaptation de produits financiers aux envois de fonds des travailleurs émigrés | 490 | Juin 2008 | Finance | AT |
| Tunisie | Mise en place d'un réseau d'investisseurs providentiels | 160 | Juin 2009 | PME | AT |
| Tunisie | Réforme démocratique et développement économique en Tunisie : identification des priorités pour créer des emplois et générer de la croissance | 200 | Avril 2011 | Finance | AT |
| Tunisie | Renforcement de la réglementation relative au capital-investissement et des compétences institutionnelles en Tunisie | 100 | Septembre 2011 | Finance | AT |
| Tunisie | Renforcement des capacités dans le secteur tunisien de la microfinance (MicroMED) | 4 000 | Février 2012 | Finance | AT |
| Total volume | | 36 432 | | | |

# 4. Publications

Les publications de la FEMIP sont disponibles sur le site web de la BEI, à l'adresse suivante : www.bei.org/publications, à la rubrique MED/FEMIP.

# 5. Glossaire

Glossaire des termes, acronymes et abréviations.

| | |
|---|---|
| AECID | Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo (Agence espagnole de coopération internationale pour le développement) |
| AFD | Agence française de développement |
| ANASE - 5 | Association des nations de l'Asie du Sud-Est |
| ASCAME | Association des chambres de commerce et d'industrie méditerranéennes |
| AT | assistance technique |
| BEI | Banque européenne d'investissement |
| BERD | Banque européenne pour la reconstruction et le développement |
| BIsD | Banque islamique de développement |
| CDC | Caisse des dépôts et consignations |
| CDG | Caisse de dépôt et de gestion du Maroc |
| CE | Commission européenne |
| CEI | Communauté des États indépendants |
| CEPC | Cairo Electricity Production Company (société de production d'électricité du Caire) |
| CII | entreprise Capital Invest International |
| CMI | Centre de Marseille pour l'intégration en Méditerranée |
| EEHC | Egyptian Electricity Holding Company |
| EMITEC | Institut euro-méditerranéen de technologie |
| ENPC | pays voisins et partenaires de l'Europe |
| ESIAF | Cadre d'évaluation des incidences économiques et sociales |
| EUR | euro |
| FEMIP | Facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat |
| FFF | Fonds fiduciaire de la FEMIP |
| FFIEA | Facilité de financement des infrastructures des États arabes |
| FIV | Facilité d'investissement pour le voisinage |
| FMI | Fonds monétaire international |
| GCT | Groupe chimique tunisien |
| GIZ | Agence allemande pour la coopération internationale |
| IBM | Institut de la Banque mondiale |
| IDE | investissement direct étranger |
| IFC | Société financière internationale |
| IFI | institutions financières internationales |
| KfW | Kreditanstalt für Wiederaufbau |
| LOGISMED | Réseau de plateformes logistiques euro-méditerranéennes |
| Mandat PEV-MED | mandat confié par les États membres de l'UE, sur ressources propres de la Banque, en faveur des pays méditerranéens pour la période allant du 1er février 2007 au 31 décembre 2013 |
| MDE | Mekorot Development and Enterprise Ltd. |
| MENA | Moyen-Orient et Afrique du Nord |
| OCDE | Organisation de coopération et de développement économiques |
| OCP | Office chérifien des phosphates |
| PEV | politique européenne de voisinage |
| PIB | produit intérieur brut |
| PME | petites et moyennes entreprises |
| PNUD | Programme des Nations unies pour le développement |
| PPM | pays partenaires méditerranéens (Algérie, Égypte, Gaza-Cisjordanie, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Syrie et Tunisie) |
| PPP | partenariat public-privé |
| PSM | Plan solaire méditerranéen |
| RDI | recherche-développement et innovation |
| REM | Cadre de mesure des résultats |
| SGBL | Société Générale de Banque au Liban |
| STA | Société Tunisie Autoroutes |
| SWRO | dessalement d'eau de mer par osmose inverse |
| TAF | mécanisme d'assistance technique |
| TGCC | turbine à gaz à cycle combiné |
| TSP | superphosphate triple |
| UE | Union européenne |
| UpM | Union pour la Méditerranée |
| USD | dollar des États-Unis d'Amérique |

FSC
Sources mixtes
Groupe de produits issu de forêts bien gérées, de sources contrôlées et de bois ou fibres recyclés
Cert no. BV-COC-656319
www.fsc.org
© 1996 Forest Stewardship Council

Les articles et informations de ce rapport peuvent être reproduits librement ; la BEI apprécierait toutefois une citation de la source et un envoi des coupures de presse.

Photographies et illustrations :
© Photothèque de la BEI,
© Géraldine Bruneels
© Photo EPA©EU/Neighbourhood info
© ONEE Branche Électricité
© Better Place
© MedZ Sourcing
© ADM
© ONEP
© Medgaz S.A.

Mise en page : EIB GraphicTeam.

Imprimée par l'imprimerie Jouve sur papier MagnoSatin avec des encres à base d'huiles végétales.
Le papier utilisé, certifié conformément aux règles du Forest Stewardship Council (FSC), est composé à 100 % de fibres vierges (dont au moins 50 % issues de bois provenant de forêts bien gérées).

Banque européenne d'investissement

# Rapport annuel de la FEMIP 2012

www.bei.org/femip

**Banque européenne d'investissement**
98-100, boulevard Konrad Adenauer
L-2950 Luxembourg
(+352) 43 79 – 1
(+352) 43 77 04
www.bei.org – info@bei.org

**Bureaux extérieurs**

**Égypte**
6, Boulos Hanna Street
Dokki, Giza 12311 Caire
(+20-2) 33 33 32 50
(+20-2) 33 36 65 84

**Maroc**
Riad Business Center
Aile sud, Immeuble S3,
4e étage
Boulevard Er-Riad
10100 Rabat
(+212) 5 37 56 54 60
(+212) 5 37 56 53 93

**Tunisie**
70, avenue Mohamed V
TN-1002 Tunis
(+216) 71 11 89 00
(+216) 71 28 09 98

© BEI – 06/2013 – QH-AH-13-001-FR-C – ISBN 978-92-861-1813-5 – ISSN 1830-3846 – doi:10.2867/34383 – EIB GraphicTeam